

L'industrie en France, XVIIe-XXIe siècle

Histoire, Histoire des techniques, Historiographie



A propos

Ce webmédia propose une vision d'ensemble de la « Révolution industrielle » ou de « l'industrialisation » de la France, resituée dans un cadre européen et mondial, en analysant les spécificités de la « voie française ».

Il se structure autour de quatre grandes leçons :

- [« L'industrie avant l'industrialisation »](#),
- [« La première industrialisation, vers 1780-vers 1880 »](#),
- [« La deuxième industrialisation, vers 1880-1945 »](#),
- [« Les mutations industrielles depuis 1945 à nos jours »](#).

Ces 4 leçons seront complétées chacune par une [série de documents vidéo](#) (composés d'images d'archives et d'animations 2D et 3D) venant éclairer ou préciser un point particulier abordé dans les leçons portant sur des éléments significatifs permettant de décrire les processus historiques et techniques de l'industrie.

Objectifs et usages

Dans les leçons, l'objectif pédagogique premier est de donner à des étudiants non spécialistes (cycle licence) ou en train de le devenir (cycle master) une information originale et critique n'existant pas sous d'autres formes.

La rédaction sera guidée par un objectif de formation par la recherche et à la recherche. Les grandes leçons pourront ainsi avoir plusieurs niveaux de lecture en fonction des cycles d'enseignement. Pour les licences (en L1 et L2), l'ambition sera avant tout factuelle par la présentation des grands repères notionnels, temporels et spatiaux.

Les questions plus complexes, les aspects touchant à la théorisation et aux débats historiographiques seront d'abord destinés aux étudiants de L3 et de master.

Un projet de Jean-Michel Minovez (Février 2020)

Leçon 2

La première industrialisation, vers 1780-vers 1880

Sommaire

1. Généralités sur le dualisme français : Révolution industrielle ou protoindustrialisation ?

Introduction

1.1 La question du retard français (fin du XVIIIe siècle-milieu du XIXe siècle)

- 1.1.1 Blocages et inerties de la société française à la fin de l'Ancien Régime ?
- 1.1.2 Les conséquences économiques catastrophiques de la Révolution et de l'Empire (1789-1815) ?
- 1.1.3 La technologie française à la poursuite du modèle anglais

1.2 Un retard à nuancer

- 1.2.1 Les dynamiques sociales de la production dispersée à la campagne
- 1.2.2 L'accélération de l'industrialisation dans un contexte de plus en plus favorable (1815-1870)

2. La première révolution industrielle à l'épreuve du territoire

2.1 Un système protoindustriel porté « à la perfection » : la fabrique lyonnaise de la soie

- 2.1.1 La Fabrique à la fin de l'Ancien Régime et à l'époque révolutionnaire
- 2.1.2 La Fabrique et les événements de 1831 et 1834
- 2.1.3 L'apogée de la Fabrique
- 2.1.4 Conclusion

2.2 De la protoindustrialisation à la révolution industrielle. La construction du bassin industriel stéphanois

- 2.2.1 Des héritages mis à mal (1780-1815). La région stéphanoise sous l'Ancien régime
- 2.2.2 Le triomphe de la fabrique rubanière et la montée du charbon et de l'acier (1815-1855)
- 2.2.3 La construction d'un bassin industriel (1855-1880)
- 2.2.4 Conclusion

2.3 Marseille : un vieux port industriel, une « révolution industrielle » tardive

- 2.3.1 Un grand port méditerranéen et son industrie de la Révolution à la Restauration (1780-1835)
- 2.3.2 Une « révolution industrielle » tardive (1835-47) ?
- 2.3.3 De la prospérité aux difficultés (1845-1880)
- 2.3.4 Conclusion

2.4 Le Creusot ou l'idéal français de la première révolution industrielle

- 2.4.1 Les échecs d'une entreprise exceptionnelle : le Creusot avant les Schneider
- 2.4.2 La construction d'un succès économique et technique (1836-1880)
- 2.4.3 Le paternalisme et son territoire
- 2.4.4 Conclusion

2.5 Conclusion de la seconde partie

Conclusion générale

Vidéos de la leçon 2 :

- 1- Essentiels : Haut fourneau et fonte au coke, Le filage mécanique, Des pompes à feu à la machine à vapeur de Watt, Les turbines hydrauliques, Le tissage mécanique, Les roues hydrauliques.
- 2- Études et documents : Hydromécanique et hydroélectricité, La sidérurgie contemporaine.

Leçon 2

La première industrialisation, vers 1780-vers 1880

par Pierre Judet et Jean-Marc Olivier

Cette leçon est divisée en deux grandes parties, l'une donne le cadre théorique et chronologique général de la première industrialisation française, ainsi que sa problématique, tandis que l'autre offre un panel des territoires de l'industrie afin d'en montrer la diversité.



Introduction

Depuis la « crise » des années 1970/80, la question du territoire a pris une importance nouvelle dans les travaux des chercheurs en sciences humaines et pour les historiens. Certains d'entre eux considèrent qu'il s'agit non seulement d'une composante essentielle du développement, mais également d'un outil susceptible d'affiner les approches en histoire économique^[16]. Or la faiblesse des transports de masse donne à la question du territoire une importance plus grande encore pendant la période de la première industrialisation. Pour qui s'intéresse aux trajectoires industrielles, l'approche par le territoire montre clairement que, loin d'être une curiosité ou de constituer une simple particularité, les diversités locales sont riches d'enseignements.

En effet, face au modèle anglais triomphant, la France de la fin du XVIII^e siècle développe une industrie duale, reposant partiellement sur l'imitation du *factory system*, ou système usinier à l'anglaise, et davantage sur des formes plus dispersées de production, souvent très efficaces dans des secteurs comme la mode, le luxe, l'horlogerie, la lunetterie, les outils ou les articles de Paris (jouets, bibelots etc.). Ce dualisme, partiellement encouragé par la nouvelle législation issue de la Révolution,

atteint un premier apogée sous la monarchie censitaire (1815-1848). Il recule ensuite pendant l'accélération de l'industrialisation intensive sous le Second Empire (1852-1870), période portée par la phase A du cycle Kondratiev qui favorise la grande industrie.

Elles se révèlent capables de remarquables adaptations au marché et de capacités multiples à inventer ou à innover en s'appuyant sur un large vivier de petits entrepreneurs. Ainsi, elles ne disparaissent pas pendant la longue dépression qui court de 1873 à 1896. Cette dimension de l'industrialisation française a souvent été sous-estimée car il s'agit fréquemment de petits ateliers ou de travailleurs à domicile, autant de mains invisibles que l'historien doit traquer dans les moindres recoins des archives.

Toutefois, les petites industries dispersées demeurent majoritaires, tant par leurs effectifs que par leur poids dans la production et les exportations. C'est au modèle anglais qu'appartiennent les bassins industriels qui se développent sur les gisements de charbon du Nord, du centre-Est et du Massif central. Des industries de première transformation comme la sidérurgie et éventuellement des industries d'aval s'installent fréquemment à côté des industries extractives. Ces nouveaux bassins industriels se caractérisent par de nouveaux paysages, de fortes densités de population et de nouvelles relations à l'environnement et aux risques. Le Creusot qui bénéficie de la proximité de gisement de charbon et de fer, où le premier [haut fourneau au coke](#) français a été mis en activité dès les années 1780, où a été inventé le premier marteau-pilon en 1840 en même temps qu'en Angleterre, et qui devient le premier producteur de locomotives français dans les années 1860 constitue un cas emblématique de ce type de territoire.

À côté de cela, les structures proto-industrielles - avec leurs savoir-faire, leurs capitaux et leurs réseaux commerciaux - ne disparaissent pas mais elles connaissent dans certains cas un véritable « deuxième âge »^[17], notamment dans le [textile où la mécanisation](#) se répand en commençant par le filage du coton. Les territoires du coton, du lin et de laine se transforment mais ne s'effacent pas. Si la fabrique voironnaise du chanvre sombre, elle est très vite remplacée par des usines travaillant la soie pour la fabrique lyonnaise qui connaît une « proto-industrialisation décalée »^[18]. Non seulement la vieille métallurgie dispersée ne sombre pas corps et biens, mais elle peut se frayer une voie originale, qualifiée d'« industrialisation douce »^[19], comme c'est le cas à Morez ou dans la vallée de l'Arve^[20]. Il s'agit donc de comprendre cette voie française complexe vers l'industrialisation d'un vaste espace qui demeure en apparence très rural et agricole pendant le XIX^e siècle.



Notes

[16] Voir notamment, Michel Lescure [dir.], *La mobilisation du territoire. Les districts industriels en Europe occidentale du XVII^e au XX^e siècle*, Paris, Comité pour l'histoire économique et financière de la France, 2006, p. 2-7.

[17] Didier Terrier, *Les deux âges de la proto-industrie. Les tisserands du Cambrésis et du Saint-Quentinois, 1730-1880*, Paris, EHESS, 1996.

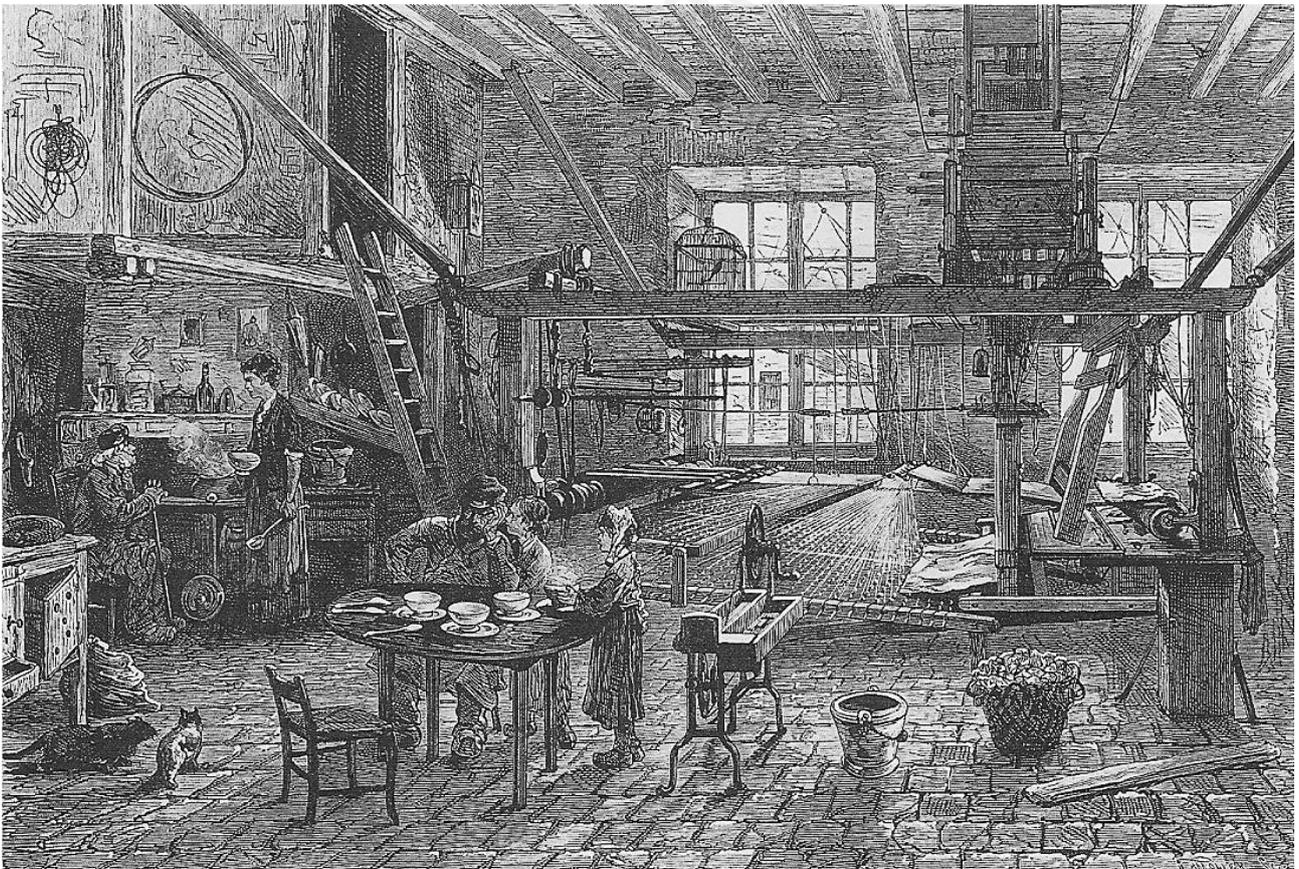
[18] Pierre Cayez « Une proto-industrialisation décalée : la ruralisation de la soierie lyonnaise dans la première moitié du XIX^e siècle », *Revue du Nord* n° spécial, fasc. 2, U. de Lille III, 1981, 308 p., p. 95-103.

[19] Jean-Marc Olivier, *Des clous, des horloges et des lunettes. Les campagnards moréziens en industrie (1780-1914)*, Paris, CTHS, 2004.

[20] Pierre Judet, *Horlogeries et horlogers du Faucigny (1849-1934). Les métamorphoses d'une identité sociale et politique*, Grenoble, PUG, 2004.

1. Généralités sur le dualisme français : Révolution industrielle ou proto-industrialisation ?

Pour la majorité des historiens de l'économie, lors de la première industrialisation (vers 1780-vers 1880), la France connaît des taux de croissance inférieurs à ceux de l'Angleterre, malgré les corrections qui peuvent être apportées en tenant compte du faible accroissement démographique français et de la sous-estimation des petits établissements dispersés qui sont très nombreux.



Mais dans tous les cas, la France semble très loin de connaître les transformations rapides de certaines régions britanniques dans les domaines techniques, démographiques et sociaux. Cette différence est interprétée comme l'expression manifeste d'un retard français par une partie des historiens de

l'économie tandis que d'autres s'interrogent sur la validité du constat. Ces derniers préfèrent parler d'une forme différente d'industrialisation, plus proche des phénomènes proto-industriels mis en évidence dès les années 1960 et réétudiés en profondeur par plusieurs générations de chercheurs.

1.1 La question du retard français (fin du XVIIIe siècle-milieu du XIXe siècle)

De nombreux historiens demeurent d'accord pour évoquer un retard français par rapport au modèle anglais, aussi bien dans le domaine de la production que dans celui de l'innovation technologique.

Mais l'identification des causes profondes de ce retard divise les auteurs. Certains accusent les archaïsmes de l'Ancien Régime quand d'autres insistent sur le bilan désastreux de la Révolution et de l'Empire (1789-1815). Enfin, le caractère rural et peu dynamique démographiquement de la France de la première moitié du XIXe siècle serait une ultime cause du retard accumulé par rapport à une Angleterre plus performante. Ce premier chapitre résume les faits et les arguments de ces écoles de pensée.

1.1.1 Blocages et inerties de la société française à la fin de l'Ancien Régime ?

Pour des auteurs comme Ernest Labrousse^[21], Albert Soboul^[22] ou Michel Vovelle^[23], il existe des progrès économiques au cours du XVIII^e siècle, mais ceux-ci provoquent des mutations et surtout des tensions de plus en plus vives dans la société d'ordres traditionnelle qui deviendrait alors un obstacle majeur à la poursuite de ces progrès.

Le système seigneurial avec les banalités serait ainsi un frein à toute modernisation de la production, car le système productif appartient au seigneur qui en a le monopole et n'éprouve pas le besoin de l'améliorer en l'absence de toute concurrence. Cette attitude peut même être renforcée par la peur de déroger en cas d'activités mercantiles. D'autre part, la propriété éminente du sol selon le principe « nulle terre sans seigneur » briserait les initiatives agronomiques car les tenanciers ne travaillent pas vraiment leur terre, « ils aspirent à se libérer de la contrainte de la propriété foncière féodale »^[24]. Michel Vovelle insiste sur la « réaction seigneuriale » qui se produit à la fin de l'Ancien Régime et accentue les tensions entre les paysans et les seigneurs qui cherchent à compenser les effets de l'inflation sur les cens fixes en faisant revivre des droits tombés en désuétude.

Mais il reconnaît aussi qu'il existe une noblesse soucieuse de rendement qui cherche à accaparer les communaux pour les mettre en valeur. Quant à Ernest Labrousse, il souligne une paupérisation durable des salariés ruraux au fil du XVIII^e siècle, phénomène aboutissant à une révolution de la misère. Cependant, d'après le schéma marxiste du matérialisme historique et de la lutte des classes qui inspire ces historiens, c'est surtout l'opposition entre bourgeoisie et noblesse qui demeure essentielle. Ainsi, Albert Soboul écrit en se référant au *Manifeste du Parti communiste* de Marx et Engels : « À la fin du XVIII^e siècle, le régime de la propriété, l'organisation de l'agriculture et de la manufacture ne correspondaient plus aux forces productives en plein essor et constituaient autant d'entraves pour la production ». Pour ces historiens, le progrès technique et économique est devenu impossible dans les structures sociales de l'Ancien Régime, la Révolution est inévitable.

D'ailleurs, dans la Principauté de Montbéliard qui demeure wurtembergeoise jusqu'en 1793, des industriels comme les Rochet ou les Peugeot sont très favorables au rattachement à la France révolutionnaire et à ses nouvelles institutions^[25]. À cela s'ajoute la faiblesse du pouvoir royal dont les réformes libérales échouent. Ainsi, le maintien des privilèges fiscaux, des corporations, et de la vénalité des offices, stérilise une bonne partie des potentialités françaises dans le domaine économique. L'endettement de l'État s'ajouterait même au désintérêt traditionnel des souverains pour l'agriculture et l'industrie, et aboutirait à une incapacité totale à réformer le système pour imiter le modèle anglais, c'est-à-dire celui du capitalisme libéral naissant. Cette thèse ne fait cependant pas

l'unanimité et un autre groupe d'historiens de l'économie accuse la Révolution d'être la cause principale du retard français vis-à-vis de l'Angleterre.

Notes

[21] Ernest Labrousse, *La crise de l'économie française à la fin de l'Ancien Régime et au début de la Révolution*, Paris, PUF, 1944.

[22] Albert Soboul, *Histoire de la Révolution française*, Paris, Gallimard, 1962.

[23] Michel Vovelle, *La chute de la monarchie (1787-1792)*, Paris, Seuil, 1972.

[24] Albert Soboul, *Problèmes paysans de la révolution (1789-1848)*, Paris, Maspero, 1983.

[25] Jean-Marc Olivier, « Le rattachement de Montbéliard à la France », *La Gazette des Archives de Montbéliard*, n° 22-23-24-25, mai 1992 à juin 1994.

1.1.2 Les conséquences économiques catastrophiques de la Révolution et de l'Empire (1789-1815) ?

Les historiens de l'économie dits « libéraux », comme Pierre Chaunu^[26], Jean-Pierre Poussou^[27], François Crouzet, François Caron^[28] et Dominique Barjot^[29] développent cette thèse et soulignent la situation économique satisfaisante de la France d'Ancien Régime.

Selon eux, la deuxième moitié du XVIII^e siècle est une ère de prospérité exceptionnelle en France. Les chercheurs de l'équipe d'histoire quantitative (J. Marczewski, T. Markovitch et J.-C. Toutain^[30]) avancent même que la période 1780-1786 correspond à l'apogée de la croissance économique sous l'Ancien Régime en France, la crise de 1787-1789 n'étant que conjoncturelle. Ils contredisent donc les conclusions d'Ernest Labrousse qui parlait d'une stagnation à partir de 1770. D'après J. Marczewski, la croissance du produit brut artisanal et industriel français aurait même été supérieure à celle de l'Angleterre au cours du XVIII^e siècle d'Ancien Régime. Ainsi, l'avance anglaise daterait surtout du XVII^e siècle et de la Restauration anglaise. À la fin du XVIII^e siècle le rattrapage serait en cours et une greffe de l'industrialisation à partir de l'Angleterre serait facile car ces deux États appartiennent à une civilisation commune reposant sur l'esprit scientifique européen et la proto-industrialisation.

En provoquant une véritable catastrophe économique nationale, la Révolution aurait donc remis en cause ce rattrapage de l'Angleterre par la France, selon Maurice Lévy-Leboyer^[31] ou Alfred Cobban^[32]. Ainsi, la croissance exceptionnelle des années 1780 aurait été brisée. En particulier, l'année 1793 serait une rupture terrible et le point le plus bas serait atteint en 1796. La science française en subit également les conséquences avec l'exécution de Lavoisier en 1794, mais la fameuse sentence « La République n'a pas besoin de savants » semble douteuse et ne correspond pas au contexte de mobilisation de ces derniers, elle confirme plutôt la précocité des débats historiographiques sur le bilan de l'Ancien Régime dans le domaine des sciences et des techniques.

L'ampleur des pertes humaines, probablement plus d'un million de morts jeunes pour une population inférieure à 30 millions d'habitants, n'en demeure pas moins une lourde réalité qu'il faut prendre en compte à court terme. La France s'est vue amputée de plus de 5 % de sa population active entre 1792 et 1815. La perte des « îles à sucre », le blocus anglais et la fin du lucratif commerce triangulaire engendrent la décadence des ports de Nantes et de Bordeaux pendant toute cette période. La France domine l'Europe continentale pendant cette vingtaine d'années, mais son industrie, pourtant protégée

de la concurrence anglaise, n'arrive pas à satisfaire la demande en produits manufacturés. La contrebande se développe avec la complicité d'alliés peu fiables comme la Suède, la Prusse ou la Russie. En 1815, le retour massif des productions anglaises engendre une vaste crise industrielle en France et la nécessité de recourir au protectionnisme tout en stimulant la modernisation de l'appareil productif.

Toujours selon ces auteurs, la France serait donc à nouveau en phase de rattrapage technique vis-à-vis des industries anglaises. Ce retard français serait donc une constante de la première industrialisation entre 1780 et 1880.

Notes

[26] Pierre Chaunu, préface du livre de François Crouzet, *De la supériorité de l'Angleterre sur la France. L'économie et l'imaginaire XVII^e-XX^e siècles*, Paris, Perrin, 1985.

[27] Jean-Pierre Poussou, « Le dynamisme de l'économie française sous Louis XVI », *Revue économique*, n° 6, novembre 1989, p. 965-984.

[28] François Caron, *Histoire économique de la France, XIX^e-XX^e siècles*, Paris, Armand Colin, 1981.

[29] Dominique Barjot, *Histoire économique de la France au XIX^e siècle*, Paris, Nathan, 1995.

[30] *Cahiers de l'ISEA*.

[31] Maurice Lévy-Leboyer, « Le processus d'industrialisation : le cas de l'Angleterre et de la France », *Revue historique*, avril 1968.

[32] Alfred Cobban, *Le sens de la Révolution française*, Paris, Julliard, 1984.

1.1.3 La technologie française à la poursuite du modèle anglais

Dans de nombreux domaines ce retard est une évidence que démontre dès les années 1920 l'ouvrage de Charles Ballot qui laisse cependant de côté l'exploitation de l'énergie hydraulique^[33]. Pierre Léon confirme cette notion de retard en insistant sur « l'emprise de la tradition » dans les techniques industrielles utilisées en France à la fin du XVIII^e siècle^[34]. Il souligne aussi la faible productivité des installations françaises, où l'énergie humaine demeure prépondérante dans le textile, les hauts fourneaux trop petits, et le procédé de fabrication du papier très lent. Tihomir J. Markovitch estime que la productivité progresse seulement de 0,33 % par an entre 1785 et 1840^[35]. François Crouzet, dans un ouvrage presque militant, n'hésite pas à parler d'une supériorité évidente de l'Angleterre sur la France, supériorité qui s'enracinerait dans les XVII^e et XVIII^e siècles selon lui. Il résume sa pensée de la manière suivante : « moins étendue et beaucoup moins peuplée au départ, l'Angleterre a pourtant dépassé la France, elle est devenue non seulement plus riche et plus forte, mais aussi plus libre et plus civilisée ». François Crouzet explique ce basculement par le dynamisme économique anglais^[36].

Pierre Léon, de manière moins abrupte, écrit que c'est « sous l'effet des chocs successifs » des inventions anglaises que la « conscience technique » s'éveille dans la France anglophile du XVIII^e siècle^[37]. Il en donne pour preuve les nombreux voyages et enquêtes effectués par des experts français en Angleterre et la venue de techniciens anglo-saxons en France. Ainsi, Gabriel Jars se rend en Angleterre pour étudier l'emploi du charbon de terre cru dans l'élaboration de la fonte à la fin du XVIII^e siècle. Puis, William Wilkinson, le frère du grand métallurgiste anglais, est attiré en France où il s'associe à Ignace de Wendel, maître de forges lorrain, pour développer des usines à l'anglaise sur le site du Creusot. Le projet très ambitieux prévoit quatre hauts fourneaux géants, quatre fours à réverbère, cinq machines à vapeur, de nombreux ateliers et 1 500 ouvriers logés sur place. La

première grande coulée de fonte au coke française y est réussie en 1785. Mais très vite la rentabilité des installations se révèle insuffisante.

Ce constat plaide donc en faveur d'une grande plasticité des espaces techniques européens qui échangent intensément leurs savoir-faire, même si le profit n'est pas forcément au rendez-vous en raison de contextes politiques, sociaux et économiques différents. Parallèlement, il existe des inventeurs français et beaucoup d'entre eux sont passés à la postérité : Vaucanson et Jacquard pour le textile et plus particulièrement les soieries ; Papin, Cugnot et Seguin pour les [machines à vapeur](#). Mais il y a aussi la masse des petits inventeurs ou améliorateurs anonymes, des « tâcherons de génie plus que des hommes de science ». En particulier ceux qui ont pu perfectionner les techniques traditionnelles comme celle de la fonte au bois ou celle du moteur hydraulique pour aller vers des rendements de plus en plus élevés annonciateurs de la [turbine hydraulique définitivement mise au point par Fourneyron en Franche-Comté en 1827](#). Les savoir-faire anciens savent évoluer pour mieux résister et demeurent parfois plus rentables.



Mais pour les machines anglaises, comme pour les nouveaux procédés de fabrication, la diffusion s'effectue très lentement en France. La fonte au coke est très rarement adoptée et la sidérurgie traditionnelle résiste soutenue par l'État qui protège les maîtres de forges dont une partie est issue de la grande aristocratie foncière possédant les forêts. La machine à vapeur, construite en série à partir de 1778 par les ateliers de Chaillot, se répand très lentement en dehors des mines et des grands établissements sidérurgiques comme Le Creusot ou Romilly. L'industrie textile elle-même, secteur moteur de la première révolution industrielle, se mécanise très lentement (filature et tissage). Ainsi, à la fin du XVIII^e siècle et jusqu'au milieu du XIX^e siècle, l'énergie produite par les machines à vapeur demeure très modeste par rapport à l'énergie hydraulique, animale ou humaine utilisée dans l'industrie. L'enquête industrielle de 1861-65 confirme a posteriori ce constat en indiquant la répartition suivante pour les chevaux-vapeurs utilisés par les 100 163 établissements recensés en dehors de Paris et Lyon :

- Moulins à eau : 60 %
- Moulins à vent : 8 %
- Moulins à manège : 1 %
- Machines à vapeur : 31 %



Pourtant, dès 1785, une machine à vapeur du Creusot donne deux fois plus de vent que le plus grand des soufflets classiques. Pour Pierre Léon, cette résistance aux machines et procédés d'outre-Manche s'explique par la routine, les mentalités traditionnelles et surtout la peur des investissements importants qu'il faudrait réaliser. La petite taille des établissements serait également une cause mais aussi une conséquence de cette diffusion très lente du machinisme anglo-saxon. En effet, l'usine demeure exceptionnelle en France à la fin du XVIII^e siècle, et ceci demeure vrai jusqu'au milieu du XIX^e siècle. À l'opposé, il existe une multitude de petites entreprises dispersées rassemblant quelques ouvriers autour d'un patron et fonctionnant parfois de manière saisonnière. Enfin, il y a les ouvriers à domicile, ruraux ou citadins, travaillant pour un marchand-fabricant. La persistance de cette écrasante majorité de tous petits établissements serait à l'origine du retard français selon plusieurs auteurs.

Toutefois, tout en reconnaissant le caractère décalé, voire « suiveur », d'une partie de l'industrialisation française, certains historiens de l'économie préfèrent insister sur l'industrialisation différente de la France.

Notes

[33] Charles Ballot, *L'introduction du machinisme dans l'industrie française*, Lille, O. Marquant, 1923.

[34] Pierre Léon, « Les prodromes d'une révolution des techniques », dans Fernand Braudel et Ernest Labrousse (dir.), *Histoire économique et sociale de la France*, tome II : *Des derniers temps de l'âge seigneurial aux préludes de l'âge industriel (1660-1789)*, Paris, PUF, 1970, p. 233-250.

[35] Tihomir J. Markovitch, « L'industrie française de 1789 à 1964 », dans *Cahiers de L'ISEA*, n° AF 4 à 7, 1965-66.

[36] François Crouzet, *De la supériorité de l'Angleterre sur la France. L'économie et l'imaginaire XVII^e-XX^e siècles*, Paris, Perrin, 1985.

[37] Pierre Léon, « Les prodromes... », art. cité.

1.2 Un retard à nuancer

Ce chapitre propose de revenir sur le dualisme français qui associe des petites industries dispersées assez performantes, comme l'horlogerie, à des usines de plus en plus nombreuses, surtout à partir du milieu du XIX^e siècle.

La première « révolution industrielle » française est donc complexe, elle juxtapose des formes anciennes de production, qui ont su évoluer et s'adapter à la présence des produits manufacturés britanniques, et des formes nouvelles plus proches de l'usine à l'anglaise et encouragées par l'État. Afin de comprendre la dynamique bien spécifique du premier phénomène, il faut s'appuyer sur les schémas théoriques développés par les historiens de l'économie. Ces derniers ont recours à une histoire totale qui prend en compte les logiques sociales d'une population très attachée à la propriété foncière, en effet la Révolution de 1789 a donné la terre aux paysans, répondant à une aspiration séculaire.

1.2.1 Les dynamiques sociales de la production dispersée à la campagne

Cette affirmation part d'un constat, il existe, dès le XVIII^e siècle, une croissance économique française qui doit beaucoup aux phénomènes d'industrialisations diffuses en milieu urbain comme en milieu rural.

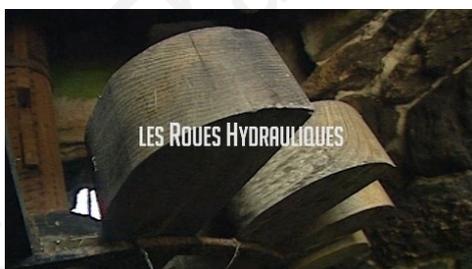
Or, pendant longtemps, les historiens et les économistes ont interprété l'existence d'un important secteur industriel dispersé, à faible coefficient de capital, comme une manifestation du retard français. Cette difficulté à mobiliser le capital s'expliquerait en partie par la désastreuse expérience monétaire de Lays au début du XVIII^e siècle et par l'endettement croissant de la monarchie. Une méfiance vis-à-vis des moyens plus modernes de paiement, en particulier les billets de banque et la monnaie scripturale, aurait engendré une thésaurisation stérile de la monnaie métallique. L'expansion industrielle par les innovations techniques et une concentration intense deviendrait donc très difficile dans ces conditions, car elle nécessite des investissements importants et donc un recours au crédit et aux sociétés par actions. Alors, pour contourner cette difficulté, les marchands-fabricants des villes ont développé le *putting out system*. Ainsi, au XVIII^e siècle, des nébuleuses artisanales rurales s'épanouissent dans les campagnes, d'abord pour échapper aux privilèges des corporations urbaines. Ce phénomène est renforcé en 1762 par l'arrêt du Conseil qui octroie la liberté d'entreprendre en dehors des villes. Surtout, ce système demande des investissements très faibles car il repose essentiellement sur l'utilisation d'une main-d'œuvre nombreuse et nombreuse et bon marché, on le qualifie de *labor intensive system* par opposition au *capitalistic system* ou *factory system*. Ce type de développement est également qualifié de proto-industriel. On estime alors qu'il est le stade ultime du capitalisme commercial condamné à disparaître.

Franklin Mendels renverse la problématique en considérant cette proto-industrialisation comme la première étape du capitalisme industriel dans la plupart des pays d'Europe, même si sa thèse porte sur les Flandres au XVIII^e siècle^[38]. Il définit la proto-industrialisation comme l'apparition d'une industrie rurale, travaillant pour un marché situé hors de la région et faisant participer des populations paysannes à cette production artisanale. Ceci dans un contexte associant des producteurs de surplus agricoles commercialisés et des paysans cultivant des exploitations dont les dimensions insuffisantes rendent nécessaires la recherche de revenus de complément. Ce dernier aspect révèle le moteur du modèle, c'est-à-dire le lien entre phénomènes économiques et phénomènes démographiques, ce dernier facteur étant très prégnant dans la région des Flandres densément peuplée. Ainsi, la première conséquence de la proto-industrialisation serait la rupture du système autorégulateur de la démographie ancienne (les fameux « cycles malthusiens »), entraînant un fort accroissement démographique qui morcelle davantage les exploitations agricoles et accentue la nécessité du recours à la pluriactivité. Ce schéma de la pression démographique est repris et approfondi par John Komlos dans son étude anthropométrique sur l'empire autrichien des Habsbourg durant la deuxième moitié du XVIII^e siècle^[39]. Le manque de subsistances pousse alors le gouvernement à des réformes ouvrant la voie au commencement de la révolution industrielle en Autriche. Selon ces analyses, une croissance économique de type pré-industriel peut amorcer le développement d'une économie moderne qui s'épanouit quand les contraintes alimentaires disparaissent.

En effet, dans le schéma mendelsien, la proto-industrialisation, en se développant, connaît bientôt des rendements décroissants, les distances s'allongeant pour la collecte des produits par le marchand-fabricant, et le contrôle de la qualité devenant plus difficile. Alors, les marchands-fabricants ressentent le besoin de regrouper leur main-d'œuvre dans des ateliers pour la contrôler et d'utiliser de nouvelles machines pour augmenter la productivité. Les bénéfices réalisés pendant la phase proto-industrielle permettent ces investissements. Il existe également de plus en plus d'ouvriers-paysans ruraux prêt à émigrer vers les villes car le comportement démographique de ces petits paysans s'est modifié. L'apport d'un revenu complémentaire par la pluriactivité leur permet de se marier plus jeunes, ce qui favorise l'accroissement démographique, le morcellement des exploitations et, à terme, une prolétarianisation de la paysannerie. Enfin, une oligarchie terrienne entreprenante et enrichie par les rentes élevées, versées par les petits fermiers, est désormais capable de ravitailler les grandes villes.

Tout ceci aboutit au développement du *factory system* et de l'urbanisation. Mais la cohérence du modèle mendelsien ne trouve pas toujours une confirmation dans la réalité. En particulier, les comportements démographiques sont-ils réellement modifiés par la proto-industrialisation ? Ce modèle est-il applicable systématiquement en France alors qu'il est conçu à partir d'un espace très particulier comme la Flandre ? L'antériorité de la proto-industrialisation vis à vis de l'industrialisation est-elle systématique ?

Des recherches plus récentes ont mis en valeur d'autres formes d'industries rurales, indépendantes des grandes villes où se trouvent classiquement les donneurs d'ordres (marchands fabricants) de la proto-industrie textile. L'un des exemples emblématiques de ce dynamisme inventif rural est celui des cloutiers, taillandiers et horlogers de l'arc jurassien^[40]. Obligés de produire leurs propres clous pendant les longs hivers afin de fixer les planchettes de sapins (tavaillons) qui protègent leurs façades et constituent leurs toits, ces paysans éleveurs disposent de forges domestiques dans leurs fermes isolées. Ils atteignent ainsi une grande maîtrise dans l'art du fer dès le XVI^e siècle. Il bénéficie aussi de beaucoup de liberté, car même si une bonne partie d'entre eux font partie des fameux serfs de l'abbaye de Saint-Claude décrit par Voltaire, leurs seigneurs sont peu présents et s'aventurent rarement jusque dans leurs fermes montagnardes. Un processus de progrès technique s'enclenche alors pendant le XVIII^e siècle, aboutissant à la production, en partie mécanisée, de petits clous obtenus à froid à partir de fil de fer, ce sont les « pointes ». C'est Pierre Hyacinthe Cazeaux, petit négociant, fils de cultivateur, qui introduit en 1777 le « clou en fil de fer à froid » dans le haut Jura. Il installe sa « pointerie » dans un hameau du village de Prémanon où il peut utiliser l'énergie hydraulique d'un ruisseau grâce à une roue hydraulique à augets en-dessus. Ce type de roue peut exploiter le moindre filet d'eau car elle utilise surtout la hauteur de chute plutôt que l'importance du débit. Cette roue constitue le moteur idéal de la petite industrie dispersée qui caractérise de nombreuses régions de montagne, son entretien est facile et son rendement plus élevé que celui d'une simple roue à pales dite « en-dessous ».



Un peu plus tard, à la fin du XVIII^e siècle, Pierre Hyacinthe Cazeaux utilise un procédé un peu plus perfectionné afin de réaliser les premières montures de lunettes bon marché en fil de fer.

C'est également pendant le XVIII^e siècle que s'amorce la production des horloges comtoises. Elles naissent d'une habileté à maîtriser le fer et la mécanique. Les mouvements de comtoises appartiennent au domaine de la moyenne horlogerie, elles sont totalement indépendantes de l'horlogerie suisse car il s'agit de deux univers techniques très différents. Les horloges comtoises découlent d'une tradition de grosse horlogerie d'édifice née au XVII^e siècle avec les frères Mayet de Morbier, village proche de Morez, qui travaillent pour l'abbaye de Saint-Claude, chaque abbaye ayant besoin d'une horloge pour rythmer les prières. La grande idée des horlogers ruraux du haut Jura consiste à simplifier au maximum le mécanisme et à en réduire la taille afin de le loger au sommet d'une horloge de parquet. Divisé en deux parties, celle des heures et celle des sonneries, ce mécanisme est mis en action par la simple descente de poids dans une longue caisse en bois, et il est régulé par un long balancier vertical d'environ un mètre qui « bat la seconde ». Ces horloges simples sont commercialisées à un prix de plus en plus accessible car elles sont réalisées en très grand nombre, environ 100 000 par an dans les années 1860. Elles commencent à entrer dans chaque ferme aisée de France à partir de la fin du XVIII^e siècle. Cet objet s'avère bien moins spectaculaire qu'un vaisseau de ligne ou une machine à vapeur,

mais il correspond à une forte demande populaire qui est le reflet de la pénétration en profondeur des Lumières dans la société : passer du temps solaire au temps mécanique. Le phénomène est d'ailleurs européen, car à la même époque des horloges du même type sont produites en Angleterre (*long case clock*), mais aussi en Suède à Mora. La démocratisation du temps mécanique atteint son apogée avec les horloges de la Forêt-Noire, encore moins chère car elles intègrent dans leurs mécanismes de nombreux éléments en bois.

La France s'illustre donc par ses capacités inventives dans des domaines différents, voire complémentaires, de ceux de l'industrie anglaise. Les métaux non ferreux, les soieries, la porcelaine, les tapisseries, les parfums, la bijouterie, le luxe en général, mais aussi la multitude des articles dits de Paris (jouets, bibelots, petits articles de mode comme les peignes ou les lunettes...) etc. Il existe aussi une spécificité des inventeurs français par rapport aux Anglais selon Liliane Hilaire-Pérez qui écrit : « L'originalité des inventeurs français tient à leur souci de se distinguer des hommes de métier par des compétences spécifiques, clef de voûte du privilège exclusif de 1762 et du mode de reconnaissance par les cercles éclairés. (...). Plus qu'une rupture proclamée avec le monde des métiers, le processus concerne plutôt la place acquise, dans les arts, par la raison, le travail et le bien commun. (...) Bien que les ateliers spécialisés soient fort rares au XVIII^e siècle, les mécaniciens, ingénieurs mécaniciens et ingénieurs brevetés sont des titres reconnus et qu'affectionnent les inventeurs. (...) l'horloger parisien de Villiers, inventeur d'une pompe pour purifier l'eau de Seine en 1789, s'intitule "ingénieur hydraulique" lorsqu'il s'adresse à l'Assemblée nationale en 1790 »^[41]. Daniel Roche résume l'originalité française par rapport à l'Angleterre dans la préface du même ouvrage : « L'artisan inventif est, à la fin du XVIII^e siècle, un héros social, plus technicien que savant en Angleterre, plus savant que technicien en France, installé sans problème entre dérogation et protection en France, entre contrôle et liberté en Angleterre ; dans les deux pays aspirant à la libéralisation du génie, contre la tutelle académique au royaume des Bourbons, contre celle du profit dévastateur dans celui des Hanovre »^[42].

Ainsi, grâce à la protection royale et à l'ambiance scientifique, il existe encore une capacité considérable d'innovation technique dans le royaume de France du XVIII^e siècle finissant, il suffit pour cela, par exemple, de constater la première conquête de l'air par les montgolfières et les ballons français^[43]. Puis, au fil du XIX^e siècle, et plus particulièrement entre 1848 et 1873, une certaine concentration capitaliste se produit aboutissant au développement d'établissements industriels plus vastes. Ce deuxième aspect contribue à nuancer le « retard français ».

Notes

[38] Franklin Mendels, *Industrialisation and Population Pressure in XVIIIth century Flanders*, thèse soutenue devant l'université du Wisconsin en 1969.

[39] John Komlos, *Nutrition and Economic Development in the Eighteenth-Century Habsburg Monarchy. An Anthropometric History*, Princeton, Princeton University Press, 1989.

[40] Jean-Marc Olivier, *Des clous, des horloges et des lunettes. Les campagnards moréziens en industrie (1780-1914)*, Paris, CTHS, 2004.

[41] Liliane Hilaire-Pérez, *L'invention technique au siècle des Lumières*, Paris, Albin Michel, 2000, p. 147-148.

[42] *Ibidem*, p. 22.

[43] Marie Thébaud-Sorger, *L'Aérostation au temps des Lumières*, Rennes, PUR, 2009 et Luc Robène, *L'homme à la conquête de l'air. Des aristocrates éclairés aux sportifs bourgeois*, Paris, L'Harmattan, 1998.

1.2.2 L'accélération de l'industrialisation dans un contexte de plus en plus favorable (1815-1870).

La valorisation de l'esprit d'entreprise

Lors des trente dernières années, une importante révision historiographique a permis de mieux connaître et de mieux évaluer l'évolution économique de la France pendant la période comprise entre 1815 et 1830.

Cette phase de Restauration marqué par les personnalités peu charismatiques des souverains Louis XVIII et Charles X, frères de Louis XVI, a longtemps été délaissée par les historiens. Elle correspond cependant à une forte réflexion sur l'industrialisation symbolisée par les écrits du comte de Saint-Simon (1760-1825) véritable philosophe de l'industrialisme^[44]. Dans sa célèbre « Parabole » il fait l'apologie de ceux qui produisent (agriculteurs, artisans, commerçants, industriels...) par opposition à la famille royale, aux nobles, aux grands administrateurs et aux rentiers. Ceci lui vaut d'être inquiété par le pouvoir. Toutefois, le saint-simonisme demeure mal connu des élites et Karl Marx le traite avec mépris en le classant dans les « socialistes utopiques » avec Fourier, Considerant et Proudhon. Mais la multiplication des écrits sur les nouvelles formes de production révèle indirectement une prise de conscience des transformations économiques et sociales.

D'autres initiatives confirment l'existence d'un mouvement d'industrialisation de plus en plus intense. De véritables usines apparaissent, en particulier dans le domaine textile, avec une spécialisation dans le travail de la laine au Nord et un essor de la production cotonnière en Alsace. Dès la Restauration (1815-1830), les initiatives se multiplient avec l'encouragement des souverains et le phénomène s'amplifie sous la Monarchie de Juillet avec le « roi bourgeois » Louis-Philippe (1830-1848). Élie Decazes illustre la réussite de cette transition ; simple juge sous Napoléon, il se montre fidèle à Louis XVIII qui le fait duc et ministre. Decazes s'intéresse beaucoup à la métallurgie du fer britannique et il s'associe à Cabrol, un ingénieur polytechnicien, pour mettre en valeur et développer ses mines de charbon et de fer situées en Aveyron. Ces dernières étaient exploitées depuis le Moyen Âge, mais de manière archaïque et dispersée. Decazes fonde en 1826 les « Houillères et fonderies de l'Aveyron » et la ville de Decazeville en 1829. Cet ensemble minier et métallurgique se développe pour concentrer à la fin du XIX^e siècle près de 10 000 travailleurs et produire un million de tonnes de fonte.

Toutefois, après les troubles politiques de 1848, la véritable entrée dans le capitalisme industriel s'effectue sous le Second Empire (1852-1870) caractérisée par une grande stabilité. Cette stabilité s'explique par le régime autoritaire instaurée par Napoléon III et par une conjoncture économique favorable symbolisée par une hausse régulière des prix synonyme d'une demande supérieure à l'offre (la fameuse phase A du cycle Kondratiev^[45]). Napoléon III est intimement persuadé de la nécessité de moderniser l'économie française et de l'industrialiser sur le modèle des grandes usines anglaises. Ainsi, dans l'esprit de la première Exposition universelle inaugurée à Londres en 1851, il organise deux Expositions universelles des produits de l'industrie à Paris, la première sur les Champs-Élysées en 1855 et la seconde sur le Champ-de-Mars en 1867. Cette dernière se tient du 1er avril au 3 novembre 1867 et 41 pays y présentent leurs plus belles productions, dont une délégation japonaise. Elle accueille près de dix millions de visiteurs.

Le régime napoléonien se veut également très favorable au libre-échange et il signe avec le Royaume-Uni le traité de 1860 qui lance un abaissement général des droits de douane sur les marchandises à travers le monde. La France bénéficie de ce traité car ses exportations doublent rapidement et elles

sont constituées majoritairement de produits industriels. De plus, ces exportations jouent un rôle moteur dans l'accroissement du PIB^[46]. En 1870, la France apparaît désormais comme un pays industrialisé, avec de plus en plus de véritables usines et un réseau de chemin de fer efficace qui relie les principales villes entre elles. Cette évolution accélérée s'explique aussi par les progrès du financement des entrepreneurs.

Les nouvelles structures financières

L'évolution du système monétaire, des banques et surtout du droit commercial, contribue également à la concentration financière et industrielle. Les Français, traumatisés par l'expérience des assignats pendant la Révolution, demeurent plus longtemps que les Anglais très fidèles à la monnaie métallique en or et en argent. Toutefois, au fil du XIX^e siècle, l'utilisation des billets de banques convertibles en métal précieux et celle des chèques progresse régulièrement. Le système bancaire se modernise également, en partie sur le modèle britannique, et les banques privées familiales sont désormais concurrencées par les banques de dépôts qui prennent la forme de sociétés anonymes (SA) très entreprenantes. Ainsi, les sociétés commerciales et industrielles bénéficient d'un nouveau cadre juridique plus souple.

La loi de 1867 libéralise la création des SA où les actionnaires ne sont responsables des résultats de l'entreprise qu'à hauteur de leurs apports (c'est-à-dire la valeur de leurs actions) et non sur l'ensemble de leurs biens comme dans les sociétés de personnes (en nom collectif ou en commandite). Les SA, ou sociétés de capitaux, désormais facilement autorisées par l'État et éventuellement cotées en bourse, peuvent rassembler des sommes importantes. Ces capitaux servent à financer des projets très coûteux comme le développement de lignes de chemin de fer ou la création de grands établissements industriels dans la sidérurgie, le textile, la mécanique ou la chimie naissante. Les usines de plus de cent ouvriers se multiplient donc sous le Second Empire (1852-1870) mais elles ne constituent pas encore la forme dominante de production. De plus, la concentration des capitaux ne signifie pas toujours la naissance de grandes usines. Par exemple, en 1845, la compagnie des mines d'Anzin, avec 50 millions de francs de capitaux propres et 3 000 ouvriers, apparaît comme un géant, mais dans la réalité elle se compose d'une multitude de petits établissements assez dispersés.

Enfin, ces nouvelles pratiques financières et boursières « libérées » donnent lieu à quelques excès et plus particulièrement à des opérations de spéculation en bourse sur la valeur des actions et la manipulation des cours. Honoré de Balzac^[47] et Émile Zola^[48] décrivent ces pratiques en s'inspirant de faits réels qui concernent souvent les banques et affectent indirectement le processus d'industrialisation. Ces scandales ravivent la méfiance des épargnants vis-à-vis des grandes entreprises ou des grandes banques. Mais il existe aussi une tendance de plus en plus forte : la foi dans le progrès technique et l'abaissement du prix des produits manufacturés grâce à la mécanisation et au libre-échange. Les crises conjoncturelles sont d'ailleurs toutes surmontées malgré leur virulence caractérisée par une hausse violente du chômage (sans système d'indemnisation). La plus sévère est celle de 1846-1848 qui aboutit au renversement de Louis-Philippe.

L'examen global de la première industrialisation en France offre donc un tableau contrasté. Le tissu industriel français se densifie et devient de plus en plus compétitif entre la fin du XVIII^e siècle et les années 1870. Mais il le fait selon des voies très variables et souvent éloignées du modèle anglais observé à Manchester. Ceci s'explique en partie par la nécessité de produire des objets manufacturés différents, afin de jouer la carte d'une complémentarité avec la redoutable industrie britannique des cotonnades. Cette diversité de l'industrialisation s'inscrit aussi dans la variété des traditions techniques régionales. Pour bien comprendre cet aspect de la problématique, il apparaît nécessaire de se pencher désormais sur les différents territoires français de l'industrialisation.

Notes

[44] Christophe Prochasson, *Saint-Simon ou l'anti-Marx*, Paris, Perrin, 2005.

[45] Vincent Barnett, *Kondratiev and the Dynamics of Economic Development: Long Cycles and Industrial Growth in Historical Context*, Palgrave MacMillan, 1998.

[46] Patrick Verley, *Nouvelle histoire économique de la France contemporaine. 2 – L'industrialisation 1830-1914*, Paris, La Découverte, 1995, p. 66-67.

[47] Honoré de Balzac, *La Maison Nucingen*, Paris, La Presse (roman-feuilleton), 1837.

[48] Émile Zola, *L'argent*, Paris, G. Charpentier, 1891.

2. La première révolution industrielle à l'épreuve du territoire

L'idée de « révolution industrielle » comme rupture et comme transposition du modèle anglais ne résiste pas à l'approche par le territoire.



Cette approche montre notamment l'insuffisance de l'explication de la situation de l'industrie française par un « retard » sur le modèle britannique. Nombre de vieilles industries s'adaptent et profitent même du développement économique du XIX^e siècle. Il est vrai que de nombreuses activités proto-industrielles disparaissent sous les coûts de la concurrence exercée par la production de masse. Ces désindustrialisations ne sont pas traitées ici et ce champ historiographique, peu abordé pour cette période^[49], mériterait d'être développé dans une autre perspective. Mais, si le midi textile s'enfonce dans une crise profonde, le pays d'Olmes se transforme discrètement et sans rompre avec le passé^[50]. Si la fabrique voironnaise du chanvre sombre, elle est remplacée par des ateliers, puis par des usines qui travaillent la soie pour la fabrique lyonnaise. Comme le textile, la métallurgie proto-industrielle peut avoir la vie dure : la fin de la clouterie n'empêche par l'industrie de perdurer à Morez où l'on se met à fabriquer des horloges. Même la vieille sidérurgie au bois tarde à disparaître et son héritage permet l'émergence du premier centre métallurgique français qu'est le bassin stéphanois des débuts du XIX^e siècle. Cette grande variété dans l'évolution des territoires industriels donne une impression de désordre qu'il est tentant de rabattre sur de simples particularités locales et peut être par la

construction d'une typologie attentive à l'originalité des trajectoires, mais provisoire dans un champ historiographie en construction.

Alors que dans la moitié occidentale de la France les activités industrielles s'affaiblissent ou disparaissent comme c'est le cas pour les fabriques de toiles de l'ouest, et alors que les autorités qui redoutent une concentration d'ouvriers à Paris prêtent peu d'attention à l'industrialisation de la banlieue, c'est dans la moitié orientale du pays que se construisent les territoires industriels les plus remarquables. S'il est une activité proto-industrielle qui a réussi, c'est celle du travail de la soie à Lyon qui connaît, au XIX^e siècle, une « proto-industrialisation décalée »^[51]. Dans la région stéphanoise, non seulement l'héritage des industries métallurgiques et textiles anciennes, ne freine pas un remarquable développement « à l'anglaise », mais il en constitue la base. Marseille montre un autre chemin : la cité commerçante qui n'adopte la vapeur que dans les années 1830 se porte très rapidement à la tête de ce secteur dans le monde méditerranéen. Alors, le Creusot, où le premier marteau-pilon a été inventé en même temps qu'en Angleterre et qui devient le premier producteur de locomotives français dans les années 1860 est-il le seul véritable territoire de la « révolution industrielle » ?

🏠 L'industrie avant la « révolution industrielle », la proto-industrialisation

Inventée par l'historien américain Franklin Mendels au début des années 1970 à partir de son travail sur la démographie de la Flandre textile au XVIII^e siècle, le concept de « proto-industrialisation » a été adopté par les historiens que la coupure entre « l'ancien régime économique » et la « révolution industrielle » ne satisfaisait pas.

Avec le développement de la « crise » dans les années 1970, en effet, les théories économiques classiques, qui considéraient comme de simples archaïsmes les formes dispersées de l'activité manufacturière, sont prises en défaut.

Issues de la délocalisation de certaines activités urbaines pour en réduire les coûts, la proto-industrie rurale, qui se distingue du simple artisanat local, travaille souvent pour des marchés lointains. Elle est aux mains de marchands-fabricants urbains qui distribuent le travail dans les campagnes à une population nombreuse, bon marché et pluriactive, mais les revenus qu'elle fournit contribuent à faire augmenter encore la population qui se paupérise du fait de la concurrence entre les travailleurs à domicile.

Pour Mendels, la proto-industrialisation, qui s'efface devant l'industrie moderne, lui a préparé sa future main d'œuvre, et a permis l'accumulation de capitaux et de nouvelles techniques. Ce modèle qui a été construit à partir de l'histoire du textile flamand ne peut pas être appliqué tel quel à toutes les industries rurales.

D'une part, toutes les formes de proto-industrialisation n'ont pas débouché sur le développement de l'industrie moderne (Midi toulousain de Jean-Michel Minovez), d'autre part, certaines activités métallurgiques rurales dispersées se sont adaptées à la « révolution industrielle » au point de devenir de dynamiques systèmes productifs locaux (Métallurgie de Morez de Jean-Marc Olivier).

Notes

[49] Voir cependant notamment Xavier Daumalin et Philippe Mioche, « La désindustrialisation au regard de l'histoire », *Rives méditerranéennes* [En ligne], 46

| 2013 ; et Pierre Lamard, Nicolas Stoskopf [dir.], *1974-1984 : une décennie de désindustrialisation ?* Paris, Ed. Picard, 2009.

[50] Jean-Michel Minovez, *L'industrie invisible. Les draperies du Midi, XXVIII^e-XX^e siècles. Essai sur l'originalité d'une trajectoire*, Paris, CNRS Éditions, 2012.

[51] Pierre Cayez « Une proto-industrialisation décalée : la ruralisation de la soierie lyonnaise dans la première moitié du XIX^e siècle », *Revue du Nord* n° spécial, fasc. 2, U. de Lille III, 1981, 308 p., p. 95-103.

Industrie en France XVIIe-XXIe

2.1 Un système proto-industriel porté « à la perfection »^[52] : la fabrique lyonnaise de la soie

Loin d'être vouée à la disparition en raison de son archaïsme, la Fabrique lyonnaise atteint son apogée au milieu du XIX^e siècle.

Lyon qui est alors le premier centre mondial des soieries, impose ses prix, ses modes et ses réseaux. Cette prospérité, la Fabrique la doit à ses structures qui lui permettent de traverser crises et changements de conjoncture.

Notes

[52] Françoise Bayard et alii, « Un monde de la soie », in Yves Lequin [dir.], *500 années lumière : mémoire industrielle*, Paris, Plon, 1991, p. 84-129, p. 106.

2.1.1 La Fabrique à la fin de l'Ancien Régime et à l'époque révolutionnaire

La fabrique à la fin du XVIII^e siècle

A la veille de la Révolution, l'économie lyonnaise repose sur la Fabrique. Sur une population de 150 000 habitants, l'industrie de la soie emploie plus de 30 000 personnes qui vivent et travaillent dans la vieille ville de Lyon. Marquée par « l'éternel retour des années de crise et des années d'euphorie »^[53], elle s'impose par la qualité de ses façonnés - les plus chers et les plus lucratifs - et de ses unis. La ville exerce son influence sur un vaste territoire : elle s'approvisionne en Italie et dans le Sud-est de la France où de nombreux moulinages travaillent pour elle et elle vend ses productions à une clientèle de nobles, d'ecclésiastiques et de riches bourgeois dans toute l'Europe et jusqu'en Amérique latine.

L'organisation de la Fabrique

Sa flexibilité qui fait sa force repose sur une hiérarchie entre quatre, voire cinq groupes, aux limites poreuses. Au sommet, une soixantaine de négociants - ou « banquiers » - achètent les soies. Très onéreuses, elles représentent les deux tiers du prix du produit fini. Ces négociants approvisionnent une centaine de marchands-fabricants qui distribuent le fil de soie et commercialisent le produit fini. En lien avec les dessinateurs, les marchands-fabricants sont responsables de la conception du produit, ce qui peut les inciter à accompagner d'éventuelles reconversions. Les chefs d'atelier - un demi-millier à la veille de la Révolution, qui dépendent d'eux, possèdent un ou plusieurs métiers qu'ils sont capables de perfectionner et emploient environ trois mille compagnons sujets au *turn over*. Il faut leur ajouter les épouses, les fils des chefs d'atelier, quelques apprentis et manœuvres - main d'œuvre particulièrement fragile et instable. Toute une série d'activités (dévidage, ourdissage, moulinage, teinture et apprêt) gravitent autour du tissage. Moins connues, elles distribuent du travail dans la ville et hors de la ville et sont l'objet d'améliorations techniques incessantes.

C'est le prix des « façons » fixé par le marchand-fabricant qui détermine les revenus de ce peuple laborieux. Dès 1786, les chefs d'atelier soutenus par les compagnons réclament, en vain, l'établissement d'un « tarif ». Malgré ces tensions, la cohésion de la Fabrique est assurée par les avances que les marchands de soie font aux fabricants et celles que ces derniers font aux chefs d'atelier^[54].

La Révolution, l'Empire et la Fabrique

La Révolution ouvre une période très difficile pour l'industrie lyonnaise. L'émigration et le siège de la ville mettent à mal la Fabrique mais le rétablissement de l'ordre sous le Consulat et l'Empire permet son redressement. Des importations et des exportations plus faciles sur le continent soumis au Blocus continental compensent partiellement les pertes d'exportation outre-mer. Alors que le libéralisme officiel a ouvert un grand vide institutionnel particulièrement néfaste ici, la création du Conseil de Prud'homme en 1806 permet de régler les nombreux différends entre fabricants et chefs d'atelier. Enfin, la machine de Jacquard mise au point à la fin de l'Empire permet de produire plus, plus vite et plus facilement dans une ville qui, à ce moment-là, manque de main d'oeuvre.

Notes

[53] Alain Faure, « Petit atelier et modernisme économique », *Histoire, Economie et Société*, n°4, 1986, p. 531-557.

[54] Pierre Cayez, *Métiers jacquard et hauts fourneaux. Aux origines de l'industrie lyonnaise*, Lyon, Presses universitaires de Lyon, 1978.

2.1.2 La Fabrique et les événements de 1831 et 1834

La révolte d'une « tribu de parias »^[55] dans une Fabrique en difficulté ?

La célèbre révolte des canuts de 1831, suivie par le soulèvement de 1834, qui a été souvent présentée comme une révolte de la misère, a donné une image misérabiliste et archaïque de la fabrique lyonnaise qui aurait été paralysée par une « lutte intestine »^[56] permanente entre ses tisseurs et ses marchands-fabricants. Or, la mise au point, le perfectionnement et l'extension de l'utilisation du métier Jacquard constitue une « révolution technologique silencieuse »^[57] impossible à réaliser sans une certaine entente entre chefs d'atelier et donneurs d'ordres. Le nombre de métiers Jacquard passe en effet de 1706 en 1817 à 2871 en 1831^[58] et la Fabrique s'étend sur les pentes de la Croix-rousse. Comme Villermé l'écrit à la suite de sa visite à Lyon au lendemain des troubles et comme l'on confirmé les historiens qui ont travaillé sur la question^[59], la crise qui suscite les événements est marquée mais courte. Entre 1815 et 1850 la production quadruple et le nombre des entrepreneurs double^[60]. De plus, les chefs d'atelier, dont une partie a mené la révolte, sont, selon Villermé « des hommes plus avancés dans la véritable civilisation [...] que ne le sont beaucoup d'hommes élevés par leur fortune ou par leur position sociale »^[61].

🏠 Louis-René Villermé (1782-1863), de la médecine à l'enquête sociale

D'abord chirurgien dans les armées de l'Empire, il devient médecin et participe à la lutte contre le choléra en 1832. C'est son expérience médicale qui le conduit à s'orienter dès 1818 vers une nouvelle discipline médicale, l'hygiène publique, ce qui lui permet d'être élu, en 1832, à l'Académie des sciences morales et politiques. Villermé est surtout connu pour son Tableau de l'état physique et moral des ouvriers employés dans les manufactures de coton, de laine et de soie (1840) qui est encore aujourd'hui une source majeure sur l'histoire des mondes industriels. Ce travail est le fruit d'une enquête de terrain menée en 1835 et 1837 qui s'appuie sur les statistiques. A la différence de ses prédécesseurs comme Villeneuve-Bargemont qui sont pessimistes sur l'avenir du capitalisme, il est partisan des idées libérales et pense que le système économique en place a intérêt à connaître la vérité sur « le paupérisme » qui le ronge. Villermé casse nombre d'idées reçues. Il montre que la grande usine mécanisée est loin de représenter l'ensemble de l'industrie et que c'est souvent dans la fabrique dispersée urbaine (proto-industrielle) que se trouvent les situations les plus dramatiques. Auteur d'un grand nombre de mémoires, il établit que la « mortalité est en raison inverse de l'aisance ». La lecture ses œuvres – notamment de son Tableau - a largement inspiré la loi de 1841 qui limite le travail des enfants dans l'industrie.

Une tentative de régulation des relations sociales

A l'automne 1831, devant la baisse du prix des façons et dans la lancée de la révolution de 1830, chefs d'atelier et compagnons obtiennent l'établissement d'un tarif pour le 1er novembre 1831. Comme de nombreux patrons refusent de l'appliquer, un mouvement puissant et ordonné se déclenche, reflet d'un monde ouvrier très bien organisé. La maturité du mouvement mené par des tisseurs - mi-ouvriers mi-entrepreneurs -, capables de mettre en place de nouvelles formes de groupement comme le mutuellisme, est très mal comprise par les élites, et même par une bonne partie du jeune mouvement socialiste^[62]. Mais, sans doute parce qu'elle fait écho à la misère des périodes de crises, et parce qu'elle permet de mettre d'accord conservateurs apeurés devant le spectre du « paupérisme » et révolutionnaires à la recherche du « prolétariat », c'est l'image des « barbares des faubourgs »^[63] qui a été retenue. Sans doute la révolte de 1831 et sa répression ont-elles affectés les rapports entre les canuts et les fabricants mais, avant même l'insurrection de 1834, la prospérité est déjà revenue.

Notes

[55] Expression de Lamartine rapportée par Ludovic Frobert, « L'historien s'engage comme le partisan : Fernand Rude et les révoltes des canuts », 2007, .

[56] Saint-Marc Girardin, *Le journal des débats*, 8 déc. 1831.

[57] Alain Faure, « Petit atelier et modernisme économique », art. cit.

[58] Pierre Cayez, *Métiers jacquard... op. cit.*, p.144 et 153.

[59] Notamment Pierre Cayez et Fernand Rude (*C'est nous les canuts*, Paris, Maspero, 1977).

[60] Pierre Cayez, « La prospérité lyonnaise », in F. Bayard et P. Cayez [dir.], *Histoire de Lyon*, Le Coteau, Horvath, 1990, p. 245-262.

[61] Louis-René Villermé, *Tableau de l'état physique et moral des ouvriers employés dans les manufactures de coton, de laine et de soie*, Paris, 1840, vol.1, p. 369.

[62] Fernand Rude, *op. cit.*

[63] Saint-Marc Girardin, art. cit.

2.1.3 L'apogée de la Fabrique

Les transformations des marchés et du système productif

Vers 1840, les soieries lyonnaises ont écrasé leurs concurrents et, sous le second Empire, les soieries représentent pour la France le premier poste d'exportation. Mais de gros bouleversements se préparent. « Aujourd'hui, l'arbre d'or n'enrichit plus le pays »^[64], écrit le secrétaire du comice agricole de l'arrondissement du Vigan (Gard) en 1862 en se désolant du développement de la pébrine. La maladie du vers à soie n'est sans doute pas la seule responsable des difficultés. C'est le moment où les négociants lyonnais se tournent vers les soies asiatiques, moins chères, et, certains d'entre eux achètent des filatures et des moulinages pour les contrôler : le commerce est devenu « industrialisant »^[65] hors de Lyon. De nouveaux marchés comme le marché américain se développent qui apprécient les soies unies noires. Sous le second Empire, les anglo-saxons absorbent

les deux tiers des exportations. Par ailleurs, à partir des années 1870, les tissus mélangés de coton ou de déchets de soie (la « schappe ») s'imposent. Enfin, l'appareil productif évolue en se concentrant, en se mécanisant et en intégrant les activités d'amont et d'aval. Les 13 entreprises qui fournissaient en 1855 43% de la production réussissent à porter leur part à 57% douze ans plus tard^[66]. Un fossé s'est creusé chez les fabricants : en 1867, 102 maisons sur 392 réalisent 74% du chiffre d'affaires. Les activités annexes se modernisent, en particulier la teinture qui cherche à produire en masse du « noir ». Avec des hommes comme François Gillet, apprêteurs et teinturiers occupent désormais une place centrale dans la Fabrique¹. Même si les usines sont encore peu nombreuses à la fin des années 1870, elles représentent l'avenir mais elles se sont installées hors de Lyon.^[67]

La délocalisation de la Fabrique

Si la Fabrique se développe hors de la ville - et parfois même fort loin -, ce n'est pas tant à cause des événements de 1831 et de 1834 qu'en raison d'une profonde transformation des façons de produire. Dès 1818, un négociant allemand nommé Berna ouvre près de Lyon, à la Sauvagère, la première usine-pensionnat qui emploie des jeunes filles logées sur place, peu payées et encadrées par des religieuses. Claude-Joseph Bonnet reprend et perfectionne ce type d'organisation et son établissement de Jujurieux fondé en 1835 dans l'Ain fait figure de modèle. Les usines-pensionnat qui intègrent les productions d'amont et d'aval, utilisent des machines et bénéficient du travail d'une main d'œuvre docile et flexible, se répandent lentement notamment dans le bas Dauphiné où les elles occupent le territoire de la vieille industrie du chanvre en grande difficulté. Le traitement des déchets de soie prend de l'ampleur avec les usines de la vallée de l'Albarine et celle de Briançon. Les nouvelles étoffes, les nouvelles matières premières et les nouvelles façons de travailler permettent de se passer de l'habileté inégalable des canuts dont une partie des enfants comme Marius Berliet – le fondateur de la société des Automobiles Marius Berliet - exerceront leurs talents dans les industries nouvelles qui fleurissent à Lyon à la fin du XIX^e siècle.

Notes

[64] M. A. Jeanjean, « Avant-propos », *La maladie des vers à soie*, Montpellier, 1862.

[65] Pierre Cayez et Serge Chassagne, *Les patrons du Second Empire. Lyon et le Lyonnais*, Picard, Cenomane, Paris-Le Mans, 2007, p. 10.

[66] Pierre Cayez, « La prospérité lyonnaise », op. cit.

[67] Françoise Bayard et alii, « Un monde de la soie », op. cit., p. 101.

2.1.4 Conclusion

Issue d'une vieille tradition, la Fabrique lyonnaise est jusqu'aux années 1880 « le noyau central de la richesse et du dynamisme de la ville »^[68] avant de s'affaiblir devant la concurrence sur un marché de plus en plus marqué par la démocratisation des étoffes de soie. Selon Louis Reybaud, il s'agit, au milieu du siècle, d'une industrie « des plus solides que l'on puisse imaginer »^[69]. Cette solidité, la Fabrique la doit à sa capacité à réinventer ses formes d'organisation pour s'adapter à une conjoncture capricieuse, c'est-à-dire à sa flexibilité construite surtout en fonction des intérêts du donneur d'ordre qui conçoit, coordonne, rassemble et commercialise la production^[70]. Ainsi la vieille activité protoindustrielle a pu connaître son apogée alors même que la première révolution industrielle commençait à s'essouffler. A la fin du siècle, les capitaux accumulés par la Fabrique pourront être réinvestis dans des secteurs plus dynamiques qui ne manqueront pas de trouver dans les traditions

industrielles lyonnaises un atout à exploiter. C'est en 1863 qu'est fondé le Crédit lyonnais, fruit de l'association de puissants négociants-banquiers en grande partie issus de la Fabrique^[71].

Notes

[68] Pierre Cayez, « La prospérité lyonnaise », op. cit., p. 250.

[69] Louis Reybaud, *Études sur le régime des manufactures*, Paris, 1859, p. 24-25.

[70] Alain Faure, « Petit atelier et modernisme économique », art. cité.

[71] Hervé Joly, « La soie, fibre du libre-échange », *L'Express*, 1er juin 2002.

2.2 De la protoindustrialisation à la révolution industrielle. La construction du bassin industriel stéphanois

La région stéphanoise a connu au XIX^e siècle un développement industriel fulgurant. C'est en effet dans le département de la Loire qu'a été construit le premier chemin de fer et qu'a été fondu le premier lingot d'acier moderne en France.

Cet essor qui débouche sur la construction d'un bassin industriel^[72] repose sur le développement de l'exploitation du charbon et la fabrication de l'acier dans un environnement marqué par la présence de vieilles activités industrielles (passementerie ou rubanerie et métallurgies variées). Initiée à la fin du XVIII^e siècle et interrompue par la Révolution, cette transformation démarre entre 1815 et 1850 et donne tous ses fruits vers 1860.

Notes

[72] René Leboutte, *Vie et mort des bassins industriels en Europe, 1750-2000*, Paris, L'Harmattan, 1997.

2.2.1 Des héritages mis à mal (1780-1815). La région stéphanoise sous l'Ancien régime

Introduite à partir de Lyon, organisée selon le modèle lyonnais et installée au centre de Saint-Etienne, la passementerie constitue la première activité de la ville. Les marchands-fabricants contrôlent approvisionnement et ventes, distribuent le travail dans Saint-Etienne, le Forez et le Velay. Ces fabricants sont très impliqués dans les opérations terminales et dans la conception des dessins sur lesquels repose la valeur des rubans. La passementerie connaît une croissance importante grâce à l'introduction des métiers à la zurichoise, plus efficaces que les métiers traditionnels. A la veille de la Révolution, on compte environ 80 marchands-fabricants, 400 maîtres-passementiers et quelques 30 000 ouvriers qui font battre 15 000 métiers^[73].

Les activités métallurgiques sont, elles aussi, organisées en fabriques dispersées. Installée en ville, l'armurerie repose sur d'importants savoir-faire partagés entre ouvriers et patrons qui répondent aux commandes de l'Etat. Très rurale et très spécialisée, la clouterie est animée par des « fabricants de clous ». De leur côté, les feronniers travaillent chez eux, souvent dans le cadre d'une division du travail poussée, et vendent le fruit de leur labeur à des « clincaillers » qui commercialisent la

production. La modernisation du secteur est difficile, en 1789, les ouvriers détruisent une machine à estamper les fourchettes¹.

Très abondant et facile à extraire, le charbon est utilisé depuis longtemps pour des usages domestiques et pour alimenter des forges généralement situées sur les cours d'eau. Avec la croissance de la demande de houille, l'ouverture d'un canal du Rhône à Rive-de-Gier en 1780 contribue au développement de l'exploitation houillère.

La Révolution et l'Empire

En raison des perturbations qu'il génère, l'épisode révolutionnaire est désastreux pour les exportations dont vit la rubanerie. Aussi le nombre des ouvriers du secteur tombe-t-il à 5000 en 1810. La création de la Chambre des prud'hommes deux ans plus tard qui permet notamment le dépôt et la conservation des dessins de ruban, ne compense pas les difficultés mais est un gage d'avenir. Cependant, le pouvoir révolutionnaire a choisi de tout sacrifier à la production militaire et la cité prend le nom d'Armeville. De nombreux ouvriers sont réquisitionnés mais l'on ne parvient pas à organiser la manufacture d'armes de façon satisfaisante. Vivement sollicitées, les houillères qui appartiennent assez souvent à des hommes d'affaires et à des rubaniers répondent mal à la demande du pouvoir révolutionnaire.

Notes

[73] Brigitte Reynaud, *L'industrie rubanière dans la région stéphanoise (1895-1975)*, Presses Universitaires de Saint-Etienne, 1991.

2.2.2 Le triomphe de la fabrique rubanière et la montée du charbon et de l'acier (1815-1855)

L'hégémonie rubanière

Avec le retour de la paix, la passementerie connaît une forte croissance notamment grâce à ses ventes aux Etats-Unis. Les fabricants dominent le centre de Saint-Etienne autour de l'Hôtel de ville où sont installés leurs comptoirs et leurs immeubles de rapport. Les métiers Jacquard s'imposent en ville. Leur système de cartes perforées permet de travailler plus vite, pour moins cher, tout en conservant la qualité et la variété de la production. Cette « industrie sans industriels » est d'une certaine façon une « industrie de pointe ». Comme ses travailleurs - semi-indépendants, « un peu artistes » et « un peu mécaniciens » - y sont attachés, le système peut intégrer les transformations techniques et perdurer^[75]. Pourtant ce monde connaît des crises brutales et des affrontements parfois graves : en avril 1848, les deux couvents dont les métiers exercent une concurrence considérée comme déloyale sont pillés.^[76]

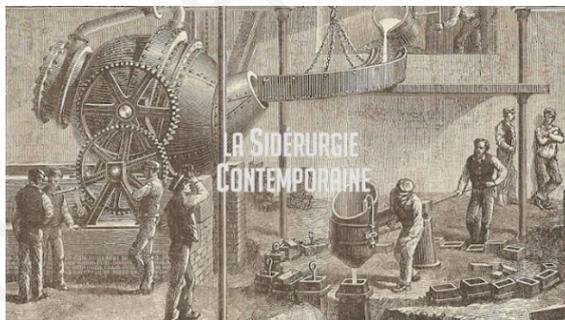
La difficile modernisation de la quincaillerie, de l'armurerie et des houillères

A l'exception de la taillanderie qui se développe en répondant à l'immense variété de la demande rurale, la quincaillerie n'évolue guère. En raison de son caractère stratégique, l'armurerie connaît toute une série de tentatives de modernisation qui peuvent donner lieu à des formes de luddisme -bris de machines par les ouvriers - comme la destruction d'un appareil à fabriquer les canons de fusils à

Valbenoîte, le 2 mars 1831. La production de houille connaît une progression remarquable. La création en 1816 d'une école des Mineurs pour former de « bons conducteurs » de travaux souterrains, très vite soutenue par les élites ligériennes qui peuvent y envoyer leurs fils, traduit la prise de conscience des notables locaux des besoins de transformation du secteur¹. De 300 000 tonnes à la veille de la Révolution, la production passe à 1,2 million de tonnes en 1837. Le bassin stéphanois est le premier bassin charbonnier français jusqu'au second Empire. Mais les modes d'exploitation sont peu efficaces. En 1845, la fusion des concessions les plus importantes dans la Compagnie des Mines de la Loire - surnommée « le Monopole » - et la rationalisation qui l'accompagne déclenchent le mécontentement des ouvriers et celui de nombreux propriétaires fonciers parmi lesquels on rencontre des fabricants-passementiers. La grève ouvrière de 1854 empêche la Compagnie de s'allier avec les Houillères du Gard, et le « Monopole », mal vu par les notables, est dissout par le pouvoir impérial et scindé en quatre compagnies rivales.

L'insertion de la métallurgie de l'acier dans le tissu industriel stéphanois

Le développement de la métallurgie moderne bénéficie de la protection de l'Etat, de l'importation des techniques étrangères - notamment anglaises -, et de la présence de l'école des Mineurs dont les compétences sont rapidement étendues à la métallurgie. De l'acier au creuset produit en 1815, au [convertisseur Bessemer \(1861\) et aux fours Martin \(1867\)](#), « le département de la Loire a été à la fois le laboratoire et le promoteur de toutes les innovations »^[77]. En 1848, le bassin stéphanois fournit le tiers de l'acier français^[78]. La nouvelle production s'inscrit dans le tissu productif local. Non seulement le métal est souvent produit pour l'industrie ligérienne, mais de nombreux fabricants-passementiers, soucieux de ne pas rester à l'écart du succès de la nouvelle métallurgie, y osent des investissements. Arrivé en France 1814 grâce à l'appui de Carnot et de Chaptal, le métallurgiste anglais James Jackson installe une aciérie à Trablaine pour alimenter la quincaillerie. Quelques années plus tard, Louis-Antoine Beaunier, directeur de l'école des Mineurs de Saint-Etienne, s'associe avec le financier Milleret, qui possède déjà les aciéries d'Allivet et de Bonpertuis en Isère, pour construire une usine loin de Saint-Etienne, et l'armurerie^[79]. Le produit de l'acier au coke sous l'autorité de de l'école des Mineurs, qui liens avec le milieu à La Bérardière, située non loin de Saint-Etienne, et livrer des aciers affinés à premier haut fourneau qui entre en activité en 1822 Gallois, professeur à noue pour l'occasion, des patronal rubanier.



Notes

[75] Brigitte Carrier-Reynaud, « Les mondes industriels stéphanois au XIXe siècle », *Les Cahiers du Comité d'Histoire*, Saint-Étienne, 2011, p. 18-28.

[76] Anne-Françoise Garçon, *Entre l'État et l'usine : L'École des Mines de Saint-Étienne au XIXe siècle*, Presses universitaires de Rennes, 2004.

[77] Denis Woronoff, *Histoire de l'industrie en France*, Paris, Le Seuil, 1994, p. 330-31.

[78] Jean-Paul Burdy et Michelle Zancarini-Fournel, op. cit.

[79] Anne-Françoise Garçon, *Entre l'État et l'usine...*, op. cit.

2.2.3 La construction d'un bassin industriel (1855-1880)

L'essor démographique et les transformations de la structure urbaine

Avec à peine plus de 19 000 habitants en 1821, Saint-Etienne dépasse les 90 000 habitants en 1856 et de nombreux bourgs voisins poussent comme des villes-champignons. Si la croissance démographique du bassin stéphanois est considérable, l'entassement concerne presque les deux tiers de la population et Saint-Etienne est considérée comme la « capitale française du taudis »^[80]. Cette croissance est en grande partie assurée une immigration d'abord destinée au secteur minier. Avec 579 habitants en 1846 et plus de 4000 en 1876, le quartier du Soleil, où le charbon imprègne tout, a poussé dans le désordre, entre les puits de mine et le chemin de fer^[81]. Mais, au milieu de cette croissance anarchique, Saint-Etienne affirme sa place en absorbant les communes voisines et en devenant la préfecture de la Loire en 1855.

Recompositions industrielles

En 1886, la mine et la métallurgie rassemblent chacune plus d'ouvriers que le textile^[82]. Entre 1850 et 1870, la production de charbon est multipliée par deux et celle d'acier est multipliée par plus de 12. Malgré l'échec de la Compagnie des Mines de la Loire, les méthodes d'extraction et de fabrication du coke progressent en s'appuyant sur l'école des Mineurs qui s'affirme également comme le lieu de formation des dirigeants de l'industrie. Dans la métallurgie, l'utilisation du convertisseur Bessemer et du four Martin dans de grandes usines permet la production de grosses quantités d'aciers de qualité. Parallèlement, la Manufacture d'armes entre dans l'ère de la mécanisation. Fort de ces atouts, le bassin industriel stéphanois devient l'arsenal de la France pendant la guerre de 1870.

La structuration sociale du bassin industriel stéphanois

Ce développement se traduit par un enrichissement considérable de la couche supérieure de la société. Parmi les 29 patrons millionnaires que compte la région stéphanoise, on dénombre 14 fabricants de rubans, pour seulement 7 maîtres de forges^[83]. Alors qu'apparemment tout oppose les passementiers conservateurs catholiques qui tiennent la ville et les métallurgistes républicains qui dominent sa périphérie, les représentants de la Fabrique font partie des actionnaires et participent aux conseils d'administration des Compagnies minières et métallurgiques.

Les travailleurs de l'industrie qui forment l'essentiel de la population ne constituent pas un monde homogène et les grèves et les mouvements de protestation sont bien souvent organisés par secteurs industriels. Mais les ouvriers partagent une sensibilité militante centrée sur le quartier. C'est dans les houillères et la métallurgie que se trouvent les grandes concentrations ouvrières et les mineurs jouent un grand rôle dans le développement du mouvement ouvrier stéphanois. Ils fournissent même à Zola un modèle pour *Germinal* avec la grève de juin 1869 et la fusillade du Brûlé où, le 16 juin, la troupe tire sur un groupe de manifestants en tuant 13 personnes dont une femme et un enfant.

Notes

[80] Yves Lequin, « Les villes et l'industrie », in Yves Lequin (dir.), *Histoire des Français*, Paris, Armand Colin, 1983, p. 363.

[81] Jean-Paul Burdy, *Le Soleil noir. Un quartier de Saint-Étienne, 1840-1940*, Presses universitaires de Lyon, 1989.

[82] Brigitte Carrier-Reynaud, « Les mondes industriels stéphanois au XIXe siècle », art. cit.

[83] Gérard-Michel Thermeau et Robert Estier, *Les patrons du Second Empire. Loire, Saint-Etienne*, Paris-Le Mans, Picard-Cénomane, 2010.

2.2.4 Conclusion

Décisive dans l'histoire de l'industrie de la région stéphanoise, la période 1780-1880 est celle où s'effectue le passage de la proto-industrialisation à une industrialisation centrée sur le charbon et l'acier. Spectaculaire par la concentration de la misère ouvrière et des maux qui l'accompagnent, cette transformation se fait pourtant sans rupture profonde du tissu industriel et permet la construction d'un puissant pôle de croissance.

2.3 Marseille : un vieux port industriel, une « révolution industrielle » tardive

« L'industrie marseillaise est des plus considérables » peut-on lire dans le *Grand dictionnaire universel Larousse* de 1873.

Longtemps délaissée, son histoire intéressait d'autant moins qu'elle apparaissait comme archaïque et conforme ni au modèle de la révolution industrielle à l'anglaise ni à la théorie de la protoindustrialisation. Mais, à partir des années 1990, son historiographie a connu un développement impressionnant qui a révélé une voie de développement inhabituelle, capricieuse même, marquée par ce qui peut apparaître comme une révolution industrielle tardive, mais inscrite dans la durée et assise sur des formes territoriales originales. Cette historiographie, s'est également intéressée à la question de la pollution industrielle, ce qui mérite d'être noté.

2.3.1 Un grand port méditerranéen et son industrie de la Révolution à la Restauration (1780-1835)

L'industrie marseillaise à la veille de la Révolution

Centrée autour du port, l'industrie marseillaise est, à la fin du XVIII^e siècle, d'une grande diversité. Constituée par un tissu d'entreprises de petite taille, elle bénéficie d'une main d'œuvre nombreuse -Marseille compte 100 000 habitants- et bon marché, car la nourriture est en grande partie importée sans droits en raison de la franchise du port^[84]. Ses activités sont quasiment toutes liées à la mer comme les industries d'exportation (cartes à jouer, chapeaux, bonnet « façon Tunis », toiles importées et imprimées sur place, et faïences réputées) et les constructions navales installées à Marseille, à La Ciotat et à La Seyne. Comme les raffineries de sucre venu des colonies, la production de savon, qui assure environ 40% de la valeur de la production locale^[85], dépend également du port par ses importations effectuées par les négociants-fabricants. Ceux-ci sont d'abord intéressés par les gains qu'ils peuvent réaliser sur l'achat des produits de base, notamment les huiles d'olive provençales et méditerranéennes et les soudes naturelles d'Espagne^[86], mais le rejet des résidus de l'activité qui polluent la ville et le littoral ne semble guère les préoccuper^[87].

De la Révolution à la Restauration, la naissance dans la douleur d'une industrie chimique moderne

Après le choc de la Révolution, l'Empire prolonge et accentue « la destruction des bases de l'ancienne prospérité marseillaise »^[88], mais le protectionnisme napoléonien stimule l'industrie chimique qui produit de la soude artificielle et permet un « relai industriel ». En plus des nouvelles soudières, il y a en 1811 à Marseille, selon Augustin Fabre -historien de la Restauration -, 73 fabriques de savon, et une activité de raffinage du soufre autrefois importé^[89].

Avec le retour de la paix, la croissance de la demande et la baisse des prix en raison de la concurrence des savons anglais fabriqués avec des huiles d'oléagineux, la savonnerie marseillaise traverse une période de stagnation^[90]. Les soudières poursuivent en revanche leur développement et leur territoire déborde largement l'agglomération marseillaise en occupant tout l'espace régional proche de Fos à Port-Cros, notamment dans les Calanques. Ce qui leur permet de trouver de l'espace, du sel et de profiter des approvisionnements en soufre et en combustible. Ces localisations en périphérie de la ville s'expliquent également par l'importance des protestations de la population contre les « émanations délétères », protestations appuyées sur le décret de 1810 sur les établissements insalubres, et soutenues, pour l'occasion et en sous-main, par certains savonniers désireux de remettre en cause les avantages douaniers dont bénéficient les soudiers^[91].

📄 Le décret du 15 octobre 1810 relatif aux Manufactures et Ateliers qui répandent une odeur insalubre ou incommode et son application

L'étude de l'application du décret de 1810 a permis de développer le champ de l'histoire de la pollution industrielle^[1]. La France est la première à se doter d'une telle législation qui reste en vigueur jusqu'en 1917. Mais, paradoxalement, ce décret vise plus à protéger l'industrie - notamment de l'industrie chimique en plein essor – qu'à protéger la santé publique. Il a été inspiré par des hommes comme Chaptal, à la fois chimiste, industriel et expert en la matière.

Dans le décret, qui n'est pas rétroactif, les industries sont classées en trois catégories. La première -la seule véritablement contraignante et dont le pouvoir s'efforce de limiter l'usage- regroupe les établissements à éloigner, et, dans ce cas, c'est le Conseil d'Etat qui délivre ou non les autorisations d'installation après avoir pris conseil auprès des experts. L'enquête de commodo et incommodo, non prévue au départ, n'est rajoutée que par la suite. L'Etat protège donc les industriels qui ont réalisé d'importants investissements. Pourtant, ce texte permet très tôt des mobilisations contre la pollution et le développement de procédures autour de la question des dédommagements. Si les industriels appuyés sur l'administration et sur leur main d'œuvre l'emportent bien souvent, l'importance des indemnités les oblige quelquefois à s'installer loin des zones habitées ou à développer des dispositifs de lutte contre les nuisances. A Marseille où s'est développée une industrie de la soude très polluante, quand le mouvement de protestation est organisé par les élites locales appuyées sur une masse de petits propriétaires dans une zone densément peuplée, les industriels doivent reculer. Même si cette configuration n'est pas la plus fréquente, la mobilisation contre la pollution à partir des possibilités offertes par le décret de 1810 a obtenu des succès et, vers 1900, l'on ne peut plus contester que la pollution pose un problème de santé publique. Le progrès en la matière sont-ils linéaires ? Certainement pas. A chaque étape de la vie industrielle, la question de la pollution industrielle qui se révèle être une affaire de cycles, se repose en des termes techniques différents. Finalement, le décret de 1810 a sans doute permis « l'acclimatation de la ville industrielle »^[2] ?

✍ Source :

[1] Geneviève Massard-Guilbaud, *Histoire de la pollution industrielle. France, 1789-1914*, Paris, éd. de l'EHESS, 2010.

[2] Thomas Le Roux, « La mise à distance de l'insalubrité et du risque industriel en ville : le décret de 1810 mis en perspectives (1760-1840) », *Histoire et mesure*, XXIV-2, 2009, p. 31-70.

Notes

- [84] Amédée Boudin, *Histoire de Marseille*, Paris-Marseille, 1852, p. 443-444.
- [85] Charles Carrière, « Le travail et les hommes dans la cité des temps modernes (XVIIe-XVIIIe siècles) », in Edouard Baratier [dir.], *Histoire de Marseille*, Toulouse, Privat, 1973, p. 199-226.
- [86] Patrick Boulanger, « Industries de Marseille, la savonnerie et l'huilerie », dans Gérard Chastagnaret et Philippe Mioche, *Histoire industrielle de la Provence*, 1998, p. 23-31.
- [87] Daniel Faget, « Une cité sous les cendres : les territoires de la pollution savonnaire à Marseille (1750-1850) », in Thomas Le Roux et Michel Letté, *Débordements industriels : environnement, territoire et conflit, XVIIIe-XXIe siècle*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, 2013, p. 301-315.
- [88] Michel Vovelle, « Marseille et Napoléon », in Edouard Baratier [dir.], *op. cit.*, p. 300.
- [89] Augustin Fabre, *Histoire de Marseille*, Marseille, 1829, t. 2, p. 623.
- [90] Xavier Daumalin, Olivier Raveux, « Marseille (1831-1865). Une révolution industrielle entre Europe du nord et méditerranée », *Annales. Histoire, Sciences Sociales*, 2001/1 (56e année), p. 153-176.
- [91] Xavier Daumalin, « Le conflit environnemental entre instrumentalisation et arbitrage : les soudières marseillaises au début du XIXe siècle », in Thomas Le Roux et Michel Letté, *op. cit.* p. 57-75.

2.3.2 Une « révolution industrielle » tardive (1835-47) ?

Marseille, ville de la mécanique et de la vapeur

Dans les années 1830 et 1840, l'industrie marseillaise connaît une « révolution industrielle »^[92] permise par la modernisation des procédés de production dans la vieille industrie savonnaire et dans l'industrie chimique (soude), et par le démarrage de l'huilerie et l'essor des minoteries et de la sucrerie. La mécanisation qui s'en suit contribue à la constitution et au développement d'une industrie mécanique qui fabrique notamment des machines à vapeur pour le marché local et bientôt pour l'exportation^[93]. Ces activités nouvelles profitent du protectionnisme, de l'abondance des capitaux locaux et des compétences de techniciens britanniques comme Philip Taylor. Marseille s'affirme comme une ville pionnière du fer et de la vapeur pour l'industrie, la navigation et les chemins de fer^[94]. Cette « révolution industrielle », en réalité, ne répond pas au modèle classique anglais parce ce n'est pas elle qui lance le processus industriel, elle n'en est que le prolongement

Un fonctionnement efficace

Cette modernisation qui touche tous les secteurs à des degrés divers se conjugue avec l'utilisation d'une main d'œuvre abondante et peu chère dont le nombre peut être augmenté et le coût diminué par le recours à l'immigration. La valeur de la production industrielle augmente de presque 40% entre 1830 et 1841^[95] et, à cette date, l'industrie marseillaise donne du travail à plus de 21 000 ouvriers. Si les activités artisanales et la petite entreprise conservent une certaine importance, ce sont les entreprises grandes et moyennes des secteurs nouveaux ou rénovés qui permettent cette croissance. Les nouvelles entreprises s'implantent à Marseille même, mais aussi sur tout le littoral voisin de Martigues à La Ciotat.

Notes

[92] Xavier Daumalin, Olivier Raveux, « Marseille (1831-1865)... », art. cité.

[93] Michel Lescure, « L'industrialisation de Marseille : les perspectives du XIXe siècle », *Histoire industrielle de la Provence*, op. cit., 11-21.

[94] Olivier Raveux, *Marseille, ville des métaux et de la vapeur au XIXe siècle*, Paris, CNRS-Editions, 1998.

[95] Xavier Daumalin, Olivier Raveux, « Marseille (1831-1865)... », art. cité.

Industrie en France XVIIe-XXIe

2.3.3 De la prospérité aux difficultés (1845-1880)

Une industrie triomphante (1845-65)

Après la crise de 1847-51, l'industrie marseillaise doit faire face aux effets de son insertion plus forte dans l'espace national et dans les grands courants d'échanges - notamment méditerranéens. Pour profiter de ces nouvelles opportunités, le négoce marseillais s'investit plus nettement qu'auparavant dans le mouvement d'industrialisation. C'est à ce moment-là qu'arrivent des capitaux parisiens, qu'émerge une nouvelle génération de techniciens locaux, et que des pans entiers de l'industrie se concentrent, notamment la construction navale, la mécanique de marine et les sucreries. L'industrie du plomb lancée par Luis Figueroa qui importe du minerai espagnol permet à Marseille de devenir le principal centre français pour les métaux non ferreux. Protégée de la concurrence anglaise par une législation douanière favorable, la métallurgie du fer se spécialise dans la mécanique de marine. Ces succès débouchent même sur l'installation en 1855 d'une entreprise sidérurgique à Saint-Louis (Marseille) qui espère répondre aux besoins en fonte des industriels marseillais. Le département des Bouches-du-Rhône est en tête de la métallurgie française^[96] et la ville connaît une croissance démographique impressionnante (180 000 habitants en 1846 et 300 000 en 1866).

Les difficultés de l'industrie marseillaise (1865-1880)

Au milieu des années 1860, le développement d'un réseau ferré national conjugué avec une politique de libéralisme douanier perturbe le système industriel mis en place dans les années 1830^[97]. L'industrie marseillaise doit affronter à la fois une concurrence française sur le sol national et une transformation des marchés méditerranéens. La chimie et la métallurgie souffrent beaucoup de la levée des protections face à la puissance industrielle britannique. En raison de cette concurrence, l'approvisionnement en minerais méditerranéens de l'industrie du plomb et de la sidérurgie, qui se sont spécialisées avec succès dans les fontes d'affinages et les ferroalliages, devient plus difficile^[98]. La situation est bien différente dans les autres secteurs qui conservent en général une organisation plus traditionnelle sans doute mieux adaptée aux incessants changements de conjoncture et c'est pour assurer leurs approvisionnements en oléagineux face aux Anglais et aux Allemands que les industriels marseillais réussissent à faire enclencher la colonisation du Dahomey. L'huilerie et la savonnerie se maintiennent ou voient leur production augmenter en même temps que le nombre d'entreprises alors que l'industrie sucrière se mécanise en se concentrant^[99].

Notes

[96] Olivier Raveux, *Marseille, ville des métaux et de la vapeur...*, *op. cit.*

[97] Xavier Daumalin, Olivier Raveux, « Marseille (1831-1865)... », art. cité.

[98] Olivier Raveux, « Marseille et la sidérurgie : les hauts-fourneaux de Saint-Louis (1855-1905) », *Provence historique*, 2001, fasc. 204, p. 159-175.

[99] Michel Lescure, « L'industrialisation de Marseille... », art. cité.

2.3.4 Conclusion

L'évolution de l'industrie marseillaise et le caractère tardif de sa « révolution industrielle » s'expliquent par le fonctionnement des industries portuaires qui s'appuient en permanence sur l'efficacité des réseaux commerciaux. A l'écoute des moindres fluctuations des marchés locaux, régionaux et mondiaux, ses entrepreneurs peuvent très vite changer d'orientation, adopter de nouvelles activités et en abandonner d'autres. Les industries marseillaises sont, pour ainsi dire, des

formes sophistiquées de « négoce industrialisé » et, comme telles, elles sont gérées, sinon avec une « conception des affaires fondées sur le gain à l'achat »^[100], du moins « au croisement de logiques commerciales et productives »^[101] mises en œuvre dans des systèmes techniques cohérents. Ce sont bien les besoins des industries portuaires qui sont à l'origine de la fabrication des machines à vapeur et ce sont ces mêmes logiques qui conduisent les industriels marseillais à s'inscrire, par toute une série de « poches d'activités spécialisées »^[102], dans un espace régional qui va de l'Etang de Berre à La Seyne tout en empiétant sur l'arrière-pays.

Notes

[100] Patrick Boulanger, « Industries de Marseille, la savonnerie et l'huilerie », art. cité.

[101] Gérard Chastagnaret, « L'industrie en Méditerranée : une histoire en construction », *Méditerranée*, t. 87, 3-4-1997, p. 5-12.

[102] Xavier Daumalin, Olivier Raveux, « Marseille (1831-1865)... », art. cité.

2.4 Le Creusot ou l'idéal français de la première révolution industrielle

Le Creusot constitue en France le modèle même du territoire industriel.

Créé *ex nihilo* sur un site méthodiquement choisi dans un bassin charbonnier à la fin du XVIII^e siècle, le Creusot bénéficie d'un engagement de l'aristocratie financière et de la protection de l'Etat. D'emblée doté des meilleures technologies, son décollage ne se produit qu'avec l'arrivée des Schneider en 1836, et cette réussite technique se double de la construction d'un modèle de gestion paternaliste.

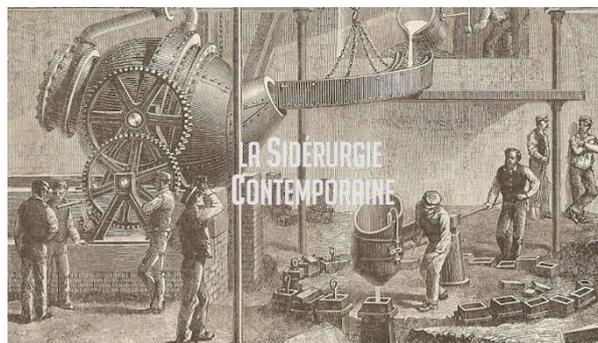
2.4.1 Les échecs d'une entreprise exceptionnelle : le Creusot avant les Schneider

Technologies de pointe et déficit

C'est une visite de Gabriel Jars en 1868, le « surdoué de la mine et de la métallurgie »^[103], qui attire l'attention sur l'intérêt de la houille de la Charbonnière sur le futur site du Creusot. Après la visite d'autres spécialistes, dont l'Anglais Wilkinson, le ministre de la Marine décide, en 1781, d'y implanter une usine pour alimenter en fonte la fonderie d'Indret près de Nantes. Fondée en 1782, la société Périer, Bettinger et Cie, associe des porteurs de capitaux et des « hommes de l'art ». La première coulée de fonte au coke est réussie en 1785. Remarquable succès technique, l'usine qui fabrique des canons et des conduites d'eau bénéficie de très gros équipements : quatre grands hauts-fourneaux, quatre fours à réverbères et cinq machines à vapeur. Comme la main d'œuvre locale est peu abondante, l'usine loge sur place l'essentiel des 1500 ouvriers qu'elle emploie. Sous l'Empire, la fonderie contribue à quelques belles réalisations comme la charpente de la halle au blé de Paris et la fontaine de Bondy. Mais, comme le charbon et le minerai de fer indigènes conviennent mal à la production d'acier au coke, il faut faire venir des fontes comtoises ou bourguignonnes qui grèvent les prix de revient^[104]. L'usine métallurgique du Creusot est un gouffre financier qui nécessite l'intervention de l'Etat et elle fait faillite en 1814. En 1818, le principal créancier de l'établissement qui est également propriétaire des mines de Blanzay et de Montceau-les-Mines, Jean-François Chagot, acquiert le site mais il échoue faute de capitaux suffisants.

Une réorganisation à l'anglaise

En 1826, deux industriels anglais, Manby et Wilson, fondateurs d'une usine métallurgique à Charenton et constructeurs de machines à vapeur et de bateaux en fer, reprennent l'usine et concentrent leurs activités au Creusot. Les hauts-fourneaux sont remis à neuf, les ateliers de la fonderie sont agrandis, une grande forge à laminoirs est construite et les houillères sont étendues à Montchanin situé à une dizaine de kilomètres. Les deux Anglais fournissent les rails du premier chemin de fer français (Saint-Etienne-Andrézieux). La rénovation et l'extension du site vont de pair avec une politique du logement. Manby et Wilson construisent la première cité ouvrière, compromis entre les « casernes » - immeubles contigus à l'espace de production installés précédemment – et l'habitat individuel -à caractère familial- qui, pour fixer la main d'œuvre, reproduit un modèle gallois^[105]. Mais, victimes de la crise de 1830, Manby et Wilson font faillite trois ans plus tard et le site est repris par les frères Schneider en 1836 qui profiteront des infrastructures que leurs prédécesseurs ont mises en place.



Notes

[103] Anne-Françoise Garcon. *Le voyageur innovant*, 2000, 16 p.

[104] Louis Bergeron, *Le Creusot. Une ville industrielle. Un patrimoine glorieux*, Paris, Belin Herscher, 2001.

[105] Christian Devillers et Bernard Huet, *Le Creusot : naissance et développement d'une ville industrielle, 1782-1914*. Paris, éd. Champ Vallon, 1981.

2.4.2 La construction d'un succès économique et technique (1836-1880)

Sortir de l'ère des échecs

Adolphe et Eugène Schneider, qui bénéficient d'une expérience financière et technique acquise au service du banquier Sellière, fondent une société en commandite appuyée par le financier en profitant d'une conjoncture favorable. Les prix des produits métalliques sont à la hausse en raison du développement du réseau ferré et de la marine à vapeur^[106]. C'est en réorientant le Creusot vers des productions à forte valeur ajoutée que les Schneider peuvent sortir de l'ère des échecs. D'importants investissements sont réalisés. Le capital passe de 4 millions de francs en 1836 à 14 millions en 1860. C'est pour forger les grosses pièces métalliques comme les arbres de transmission des nouveaux navires, que l'ingénieur François Bourdon conçoit le premier marteau-pilon à vapeur (1841). Après s'être imposé en France dans la production de rails, le Creusot domine la construction des locomotives

et la production de charpentes métalliques qui trouve des débouchés dans les gares, les ponts ferroviaires et les bâtiments industriels. Pour s'approvisionner en houilles grasses nécessaires pour fabriquer du coke, le Creusot passe des accords avec les houillères de la Loire et acquiert des puits à Blanzky^[107]. L'ouverture du canal latéral à la Loire en 1838 permet d'acheter des fontes et des minerais nivernais plutôt que des fontes comtoises, trop irrégulières^[108]. De quatre, on passe à dix hauts-fourneaux en 1857. Pour éviter la baisse des prix, le Creusot s'entend avec ses principaux concurrents (Decazeville, Alès, Terre noire, de Wendel) et Schneider participe en 1864 à la fondation du Comité des forges, créé notamment pour défendre les intérêts des grands sidérurgistes.

« Une sorte d'empire du fer »^[109]

Alors que la concurrence s'intensifie après les traités de commerce des années 1860 et en raison de la constitution d'un réseau ferré national, l'usine du Creusot se transforme profondément et se pose en usine modèle. Terminée en 1867, la grande forge double la capacité de travail et conduit à réorganiser le processus de production. En même temps que l'organisation spatiale de l'usine est rationalisée, le nombre des contremaîtres augmente de 50% et les résultats d'exploitation sont examinés service par service^[110]. En 1869, Schneider fait l'acquisition des houillères de La Machine (Nièvre, à une centaine de kilomètres du Creusot) dont il intensifie l'exploitation. Il complète ses s'approvisionnements avec les excellents minerais de fer méditerranéens, ce qui lui permet d'utiliser systématiquement le convertisseur à acier Bessemer. Le Creusot peut répondre aux demandes de la Défense nationale qui s'intensifient après la défaite de 1870. L'ouverture d'un nouvel atelier de forgeage permet d'installer en 1876 un marteau-pilon géant de 100 tonnes. Sans rival pour forger les grands arbres d'hélice des bateaux à vapeur, les plaques de blindage et les lingots d'acier destinés à la fabrication de gros canons, l'image de la grande usine est donnée en exemple à la Nation lors de l'Exposition universelle de Paris de 1878.

On cherche en vain une protestation contre le bruit incessant ou les fumées industrielles dans les descriptions de la ville ou les mémoires du militant ouvrier Jean-Baptiste Dumay. Pourtant, le constat que fait Guy de Maupassant est accablant : « Une poussière de charbon voltige, pique les yeux, tache la peau, macule le linge [...] Une odeur de cheminée, de goudron, de houille flotte, contracte la gorge, oppresse la poitrine »^[111]. Mais, pour les visiteurs, le nombre et la hauteur des cheminées mesure la réussite technique et la prospérité du Creusot^[112].

La puissance du groupe va de pair avec la montée en politique des frères Schneider. Maire du Creusot et membre du Conseil général de Saône-et-Loire, Adolphe est élu député en 1842. Cette implication dans les affaires publiques permet notamment de peser dans la politique des transports. Décédé en 1845, il est remplacé par son frère Eugène qui affirme sa présence dans le monde des affaires : régent à la banque de France depuis 1854, il entre en 1857 au Conseil d'administration de la Compagnie des chemins de fer de Paris à Lyon et à la Méditerranée qui devient l'un de ses meilleurs clients.

Notes

[106] Louis Bergeron, *Le Creusot... op. cit.*

[107] Bertrand Gille, *La sidérurgie française au XIXe siècle*, Genève, Droz, 1968, p. 180.

[108] Jean-Philippe Passaqui, *La stratégie des Schneider. Du marché à la firme intégrée (1836-1914)*, PUR, 2006.

[109] Julien Turgan, « Le Creusot », *Les Grandes usines*, t. 6, Paris, Lévy Frères, 1870, p.1.

[110] Agnès d'Angio, *Schneider et Cie et la naissance de l'ingénierie*, Paris, CNRS éditions, 2000.

[111] Guy de Maupassant, « Au Creusot », *Gil Blas*, 28 août 1883, in Guy de Maupassant, *Chroniques. Anthologie*, Paris, Le Livre de poche, 2008, p. 637-642.

[112] Geneviève Massard-Guilbaud, *Histoire de la pollution industrielle. France, 1789-1914*, 2010, p. 9.

2.4.3 Le paternalisme et son territoire

Loger, éduquer et protéger la main-d'œuvre

Considérée comme un foyer d'immoralité, la « caserne » porte l'image inquiétante de la concentration de la foule ouvrière tandis que le taudis, « spectre du logement ouvrier »^[113] est souvent pris pour une cause de la misère. Dans ce contexte, fixer les ouvriers ne suffit pas, il faut leur permettre de se loger de façon saine et morale, c'est-à-dire en famille. Désireux de séparer l'espace productif de l'espace du logement, Schneider reprend dans un premier temps le modèle gallois de logement par petits immeubles que lui ont légué ses prédécesseurs. Mais, comme la population du Creusot augmente dans des proportions considérables (2700 h en 1836 et 23 000 en 1866) et comme il maîtrise le marché foncier, le patron vend du terrain à bâtir et fait construire un premier lotissement de maisons individuelles, celui de la Villedieu (1865). En 1867, au moment de l'Exposition universelle de Paris qui met le Creusot à l'honneur, contremaîtres et employés de bureau sont logés gratuitement et 700 ménages « recommandables par l'ancienneté et la nature des services »^[114], payent un loyer réduit. Parallèlement, le grand patron favorise l'accession à la propriété d'une partie de la main d'œuvre. A peine installés au Creusot, les Schneider créent une école primaire et une école supérieure qui connaissent un franc succès. L'efficacité de l'institution scolaire suppose de renoncer à employer des femmes - sous-payées - « au profit d'une cohérence familiale dont la femme au foyer est le garant »^[115]. Les caisses de prévoyance et les soins médicaux permettent d'assurer la sécurité et l'entretien du personnel. L'ensemble de ces mesures permet à la fois de limiter l'importance des salaires directs et d'adapter la main d'œuvre aux besoins de l'entreprise.

Une main-d'œuvre soumise ?

Pourtant le système mis en place par Schneider n'encadre pas complètement la vie sociale. Après la formation d'un club républicain au moment de la révolution de 1848, une grève éclate. Les salaires sont augmentés de 15% et une municipalité comprenant trois ouvriers est nommée^[116]. En 1850, les mineurs se mettent en grève pendant dix jours. L'armée occupe la ville et la répression est brutale. Certains ouvriers formés au Creusot conservent la mobilité traditionnelle des gens de métier. Jean-Baptiste Dumay qui a quitté la cité du fer à 18 ans est accueilli à Paris par des Creusotins, nombreux dans la capitale. Pour ce militant socialiste qui écrit à la fin du XIX^e siècle, « une féodalité financière et industrielle s'est reconstituée [au Creusot], en lieu et place de la féodalité nobiliaire »^[117]. En 1871, on retrouve Jean-Baptiste Dumay à la tête de la Commune du Creusot. Une nouvelle intervention de l'armée met fin au mouvement. La répression est dure mais les salaires sont augmentés. La création d'un territoire au service de l'usine n'empêche pas ses habitants de prendre une certaine autonomie. Alors que la population du Creusot connaît une croissance spectaculaire, la proportion de la population employée à l'usine passe de 55,5% à 35,8%. Le Creusot est devenu une ville.

Notes

[113] Jean-Pierre Frey, *La ville industrielle et ses urbanités. La distinction ouvriers/employés. Le Creusot 1870-1930*, Liège-Bruxelles, Mardaga éditions, 1986, 386 p.

[114] *Le Creusot. Son industrie, sa population, Exposition universelle de 1867*, Paris, p. 11.

[115] Jean-Pierre Frey, *op. cit.*, p. 107..

[116] Pierre Ponsot, *Les grèves de 1870 et la commune de 1871 au Creusot*, Paris, Ed. sociales, 1957.

[117] Jean-Baptiste Dumay, *Le Creusot : un fief capitaliste*, Dijon, Fédération des travailleurs socialistes de l'Est, 1891, p. 30.

2.4.4 Conclusion

Installé sur un site choisi par des spécialistes appuyés par l'Etat soucieux d'assurer sa puissance militaire, le Creusot est devenu le territoire par excellence de la « révolution industrielle » en France sans être pour autant la simple transposition du modèle anglais. Modèle, le Creusot l'est surtout dans une perspective française : tout en adoptant les techniques anglaises, il fallait éviter le cortège de misère lié à la révolution industrielle britannique décrit par des voyageurs comme Tocqueville en 1835^[118]. Le territoire industriel du Creusot est donc à la fois le fruit de la modernité technique et celui d'un projet moral et politique, ce qui, en période de difficultés économiques peut susciter d'importantes oppositions.

Notes

[118] Alexis de Tocqueville, *Œuvres complètes*, éd. J.-P. Mayer, t. 5, fasc. 2, Paris, Gallimard, 1958.

2.5 Conclusion de la seconde partie

Comme la démarche globale, l'étude des territoires industriels français montre l'importance décisive de la période 1780-1880. Mais elle présente l'avantage de mettre en relief la diversité des trajectoires empruntées par les diverses formations spatiales locales. Si ces continuités passent par des reconversions, elles passent aussi par des tuilages d'activités qui amortissent les changements et permettent aux financeurs de reconvertir leurs capitaux et de recomposer leurs réseaux sociaux. Le cas du bassin industriel stéphanois qui s'est constitué par la coexistence, sur un gisement de charbon, de la fabrique, de la grande industrie, du textile et de la métallurgie en donne une bonne illustration. Mais l'on ne peut réduire les formations territoriales aux bassins industriels. Structurée comme un territoire-réseau capable d'irriguer un vaste ensemble régional, la Fabrique, qui n'est pas la seule industrie lyonnaise, montre qu'un système de production protoindustriel peut atteindre son apogée au moment même où la première révolution industrielle s'épuise. Le cas marseillais met au jour d'autres logiques, celle d'un port et d'un négoce capable de saisir les opportunités fournies par l'industrie. Sous prétexte de conformité au modèle de la « révolution industrielle » « à l'anglaise », la réussite du Creusot ne doit masquer ni la diversité des trajectoires empruntées par l'industrie française, ni les particularités de son propre territoire. Conçue en fonction d'impératifs politiques, économiques et idéologiques, la grande usine déroule une histoire qui correspond très mal à l'idéal libéral. Dès les années 1860, le territoire industriel qui s'est constitué autour d'elle montre, avec les mouvements sociaux du troisième tiers du XIX^e siècle, qu'il existe bel et bien et qu'il a une force d'inertie^[119]. Voilà qui peut faire écho à certaines recherches, en Angleterre même, qui soulignent, au cœur même de la « révolution industrielle », l'importance des territoires et de la protoindustrialisation^[120].

Notes

[119] Christian Devillers et Bernard Huet, *op. cit.*

[120] Stephen A. Caunce, « Le Nord de l'Angleterre : une constellation de districts industriels 1650-1830 », in Michel Lescure [dir.], *La mobilisation du territoire, op. cit.*, p. 29-56.

Conclusion générale

La prise en compte de la trajectoire de quelques territoires industriels choisis permet d'affiner la compréhension de l'évolution des industries françaises. Elle montre bien son caractère foisonnant au XVIII^e siècle. Si la Révolution menace ce développement, en particulier celui de la fabrication des produits de luxe (soieries lyonnaises et stéphanoises), l'on aurait tort d'ignorer ce que la période révolutionnaire apporte. Si les exportations marseillaises souffrent, la fabrication de la soude chimique profite de l'affaiblissement du commerce du grand port. Après la période de la Restauration marquée par la diversité, partout, comme l'avait remarqué les tenants de la « révolution industrielle » et du *take off*^[121], les années 1830-50 se singularisent par d'importantes transformations techniques qui permettent une recomposition des activités industrielles : autour du métier Jacquard et des industries chimiques à Lyon, autour de la métallurgie de l'acier à Saint-Etienne, autour de la vapeur à Marseille, et avec la réorganisation de l'ensemble productif du Creusot consécutif à l'arrivée des Schneider. Si l'évolution des différents territoires n'est pas homogène dans les années 1860, tous sont profondément touchés par l'arrivée de la grande dépression et certains, comme la Fabrique lyonnaise se transforment tellement qu'ils laissent une impression d'échec. Pourtant le XIX^e siècle a été largement le siècle de la « production en miettes », celui où « le vieux était le neuf »^[122]. Sans doute le cas du bassin stéphanois montre-t-il le plus clairement, par la continuité de son histoire industrielle assurée par la diversité et le tuiage de ses activités, que l'histoire de l'industrie française, particulièrement entre 1780 et 1880, ne peut pas se réduire à celle d'un échec ni même à celle d'un « retard ».

Ce constat semble confirmé par l'évolution économique d'autres pays. Ainsi, selon Paul Bairoch et Jean-François Bergier, au XIX^e siècle, le pays le plus industrialisé serait la Suisse et non pas l'Angleterre en prenant comme référence la valeur des objets manufacturés exportés par habitant. Cette première place helvétique s'expliquerait en grande partie par les performances d'une industrie duale associant des usines textiles plutôt urbaines et une multitude d'ateliers d'horlogerie et de mécanique davantage ruraux^[123]. Le même raisonnement pourrait être appliqué au modèle d'industrialisation suédois décrit par Lars Magnusson^[124]. La France appartient donc à cette mouvance où l'industrialisation apparaît comme un phénomène contrasté que l'historien doit étudier dans la complexité de ses territoires afin d'en saisir la réalité précise.

Notes

[121] Walt W. Rostow, *Les étapes de la croissance économique*, trad. M.-J. du Rouret, Paris, Le Seuil, 1962, 200 p.

[122] Alain Faure, « Petit atelier et modernisme économique », art. cité.

[123] Jean-François Bergier, *Histoire économique de la Suisse*, Paris/Lausanne, Armand Colin/Payot, 1984, p. 209.

[124] Lars Magnusson, *An Economic History of Sweden*, Londres/New York, Routledge, 2000.

Industrie en France XVIIe-XXIe